



SOCIALISME

UN SIECLE D'HISTOIRE DES COMMUNISTES EN FRANCE



Jean PÉNICHON

AVANT PROPOS

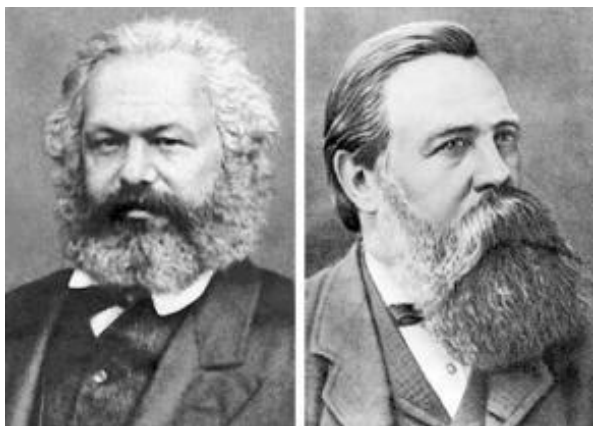
Ceci n'est ni l'histoire détaillée de l'idée communiste dans notre pays, ni l'histoire exhaustive du Parti Communiste Français qui en fut longtemps le meilleur représentant. J'ai pioché au cours des événements historiques de la naissance à 2002 ce qui me paraissait pouvoir nous permettre de réfléchir à l'avenir de notre association, ses luttes, ses propositions et son organisation... Pour les années 2002 à aujourd'hui elles sont traitées dans deux autres brochures : N°9 Les luttes de classe en France et une à venir : petite histoire de l'ANC.

L'idée de « communisme » (mise en commun des richesses) est un vieux rêve des hommes révoltés par l'injustice sociale. Il a porté parfois d'autres noms, mais il a toujours revendiqué le « bonheur », « l'égalité » et la « liberté » des collectivités humaines, sans jamais trop savoir comment s'y prendre.

Le **communisme primitif** ou **communisme premier** est la dénomination donnée par Engels au XIX^{ème} siècle à l'absence de classes sociales et donc d'État qui caractérise les premières sociétés humaines, jusqu'à la révolution néolithique (- 6 000 av. JC). C'est le premier mode de production qu'a connu l'humanité.

Mais très vite les inégalités sociales apparaissent ; l'archéologie observe des différences de statut entre individus (dans les sépultures notamment).

C'est avec l'apparition de l'industrialisation capitaliste et la naissance d'un monde



ouvrier hyper exploité qu'il commence sa lente maturation, jusqu'à sa naissance philosophique et politique par **Karl Marx** et **Friedrich Engels** au milieu du XIX^{ème} siècle.

L'histoire de la mobilisation communiste met en évidence ce qui hante la démocratie libérale depuis le XIX^{ème} siècle : la représentation politique des classes populaires et la peur de l'accession au pouvoir des classes exploitées.

Dès qu'il voit le jour, en décembre 1920, le Parti communiste français (il s'appelle alors le SFIC : section française de l'internationale communiste) revendique une place singulière dans le paysage politique hexagonal : celle de la seule formation populaire dirigée par des gens du peuple pour servir les intérêts du peuple. Aujourd'hui, à l'heure où le fossé entre classes dirigeantes et classes laborieuses paraît plus profond que jamais, la disparition des combats de classe demeure, pour beaucoup d'entre nous, une consternation et une déchirure.

Était-ce prévisible ? À travers l'histoire du communisme en France nous allons essayer de comprendre les lointaines raisons d'une telle déconfiture.

Il faut savoir que nulle part les capitalistes ne se laissent dépouiller de leurs pouvoirs sans réagir !

La question est posée, elle sera le fil conducteur de l'histoire du communisme en France : révolution ou réformisme ?

La naissance du monde ouvrier en Europe (1815-1880)

Au début du XIX^{ème} siècle l'usine est ultra-minoritaire à côté de l'artisanat. La grande majorité des ouvriers travaillent dans un atelier, souvent à domicile et à la campagne autour d'une ville. Ces ouvriers peuvent être des paysans qui complètent leurs revenus lors des périodes creuses avec de petits travaux.

Puis le monde de l'usine se met très progressivement en place. Si en Angleterre la prolétarianisation est brutale, en France elle ne se développe que très lentement et les prolétaires restent numériquement peu nombreux jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle. Il s'agit souvent de paysans déracinés qui ont quitté le travail de la terre. Le monde de l'usine se caractérise par l'enfermement dans un local avec des machines et une discipline stricte imposée par le patron.

Politiquement les ouvriers sont exclus du suffrage censitaire, modèle électoral dominant jusqu'à la révolution de 1848 qui impose le suffrage universel masculin. Mais il sera très vite truqué par la fraude et manipulé. Ainsi en 1850 en France, une loi exclut du suffrage universel, uniquement masculin d'ailleurs, toute personne qui ne peut pas justifier de 3 ans de résidence fixe, afin d'écarter la « *vile multitude* » (**Adolphe Thiers**), les ouvriers les plus pauvres, du vote ; **Louis Napoléon Bonaparte** (Napoléon III) fait organiser la fraude électorale par les maires nommés et les préfets.

Dans les premiers temps de la révolution industrielle la durée journalière de travail est très élevée afin de compenser une faible productivité : jusqu'à 17 heures (plus longue qu'au XVIII^{ème} siècle grâce à l'éclairage au gaz). Il n'existe aucune protection patronale ou étatique et l'ouvrier se voit obligé de travailler jusqu'à sa mort.

Du fait des vapeurs et des poussières en suspension, du froid l'hiver et de la grande chaleur l'été, de la cadence et de la surveillance des contremaîtres, le travail est d'une très grande pénibilité, proche de l'esclavage car les salaires sont ridicules et ne permettent pas la reconstitution de la force de travail et encore moins la survie d'une famille.

La vie ouvrière au XIX^{ème} siècle est une lutte constante contre la sous-alimentation. Les logements ouvriers sont souvent des taudis petits et mal aérés, les épidémies font davantage de ravages dans ces quartiers pauvres et le taux de mortalité infantile y est beaucoup plus élevé.

L'homme devient alors un instrument sans identité et sans valeur, faisant travailler ses bras dans l'intérêt d'un autre homme qui, lui, possède...les machines. C'est l'explosion du capitalisme sans contrainte ou presque, du « libéralisme effréné », devant lequel les ouvriers vont devoir se défendre en inventant le...socialisme.

« Malgré notre travail, sous peine d'être nus, nous vivons en mendiants et la loi le défend. »

En raison de leurs conditions de vie pitoyables, les ouvriers commencent à développer un sens de la solidarité et vont surtout utiliser le peu de choses qu'ils possèdent : leur nombre !

L'apparition de la notion de socialisme

Tout commence il y a plusieurs siècles. Le mot « socialismo » se trouve dans un livre écrit en 1766 par le moine Ferdinand Facchinei qui définit, par ce terme, la doctrine de ceux « qui croient à l'origine contractuelle d'une société d'hommes libres et égaux¹ ». Cette définition est partielle mais se rapproche tout de même de l'utilisation moderne du terme ; en fait il s'oppose à l'individualisme.

Les moralistes du 18^{ème} siècle, **Rousseau, Mably, Meslier, Morelly**, à partir des concepts de justice et d'égalité se penchent déjà sur la répartition des richesses et critiquent violemment la propriété privée, source de tous les malheurs qui accablent l'humanité. Avec une vision idyllique de l'humanité primitive, Morelly aboutit à un communisme, maillon d'une longue chaîne reliant More, Campanella, communistes du 16^{ème} siècle, à Meslier et Babeuf, communistes de la fin du 18^{ème} siècle.

Les bourgeois révolutionnaires de 1789-94 (**Robespierre, Saint Just**) ne sont pas parvenus à concilier leur respect pour le caractère sacré et imprescriptible du droit

¹ ELLEINSTEIN, Jean, *et al.*, *Histoire mondiale des socialismes, Vol. I : Des origines à 1851*, Paris, Armand Colin, 1984, p. 15.

de propriété et leur volonté de limiter la liberté de produire et de réaliser des profits grâce à l'exploitation capitaliste.

Le socialisme français, à ses origines, se signale par « un cri de douleur » devant la misère ouvrière, un appel à l'esprit de justice et de ... fraternité. Un socialisme « utopique » ou « conceptuel » qui n'envisage aucunement un changement de société.

Les grands noms de ce « socialisme » à la française sont **Saint-Simon** et **Charles Fourier**, puis **Louis Blanc**, **Joseph Proudhon** pour finir par **Étienne Cabet** (le premier utilisateur du terme « communiste ») et **Auguste Blanqui**.

Jusqu'en 1830, il ne touche surtout qu'un tout petit cénacle de bourgeois libéraux, ignorant les luttes ouvrières pour enfanter des Utopies. Pourtant, les grèves et les manifestations se multiplient, dans lesquelles va s'éveiller les prémices d'une conscience de classe ouvrière où certains prônent déjà la socialisation des moyens de production, la suppression de l'héritage et la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Proudhon présente parmi tous les théoriciens socialistes d'avant 1848 l'originalité d'être le seul ouvrier ; c'est l'auteur de la formule célèbre « *La propriété c'est le vol* ». Proudhon est avant tout un moraliste et veut éliminer ce qu'il appelle le mauvais côté du capitalisme et critique fortement l'État en méprisant les combats politiques (il est le fondateur des courants anarchistes). Proudhon, dont l'audience est d'abord restreinte, exerce sur le mouvement ouvrier du dernier tiers de siècle une influence profonde et durable.

Il lui lègue sa volonté d'apolitisme, son fédéralisme antijacobin, son esprit libertaire, son mutuellisme, son ouvriérisme, son antiféminisme, la fierté du travail manuel et l'attachement à la lutte de classe (cette influence sera importante au sein de la CGT, avec le courant anarcho-syndicaliste).

L'apparition de la notion de communisme

Dès le départ, les communistes se prononcent pour la propriété de l'exploitation en commun des moyens de production, bien que, comme Babeuf (fin du 18^{ème}), il s'agisse davantage d'un communisme de distribution, de consommation, plutôt que de production.

Les communistes revendiquent fièrement l'héritage de la Révolution française et s'affirment profondément républicains et démocrates, ce qui les différencie de Saint-Simon, Fourier ou Proudhon.



Auguste Blanqui

Au contraire des socialistes, les communistes, fidèles aux traditions jacobines et babouvistes, acceptent que la révolution puisse être violente. Parmi les théoriciens communistes, Auguste Blanqui émerge par sa personnalité et son audience. En 1827, participant à plusieurs manifestations estudiantines, il est blessé à trois reprises, il se bat sur les barricades en juillet 1830 puis engage la lutte contre Louis-Philippe qui a confisqué la victoire populaire.

Le 12 mai 1839, avec 500 hommes, il prend d'assaut l'Hôtel de Ville de Paris. Il sera écrasé et mis en prison, où il passera plus de 34 ans de sa vie, méritant le surnom de « l'enfermé ».

Par son ardeur au combat et sa fidélité inébranlable envers les ouvriers, il mérite la haine de tous les gouvernements, tour à tour monarchistes,

républicain, impérial.

Il est condamné 4 fois à mort et passera 9 ans en exil.

Arrêté la veille du 18 mars 1871, Thiers refuse obstinément de le libérer, même en échange de l'archevêque de Paris, car dit-il « **Rendre Blanqui à l'insurrection serait lui envoyer une force égale à un corps d'armée** ».

Et cette tête manquera cruellement à la Commune de Paris (Marx).

Blanqui : « *le révolutionnaire d'une génération passée* » (Engels), mais aussi « *la tête et le cœur du parti prolétaire de France.* » (Marx)

Conclusion

Au lieu de prendre racine sur le terrain économique et social réel, concret, le socialisme français pré-marxiste est élaboré *in vitro*, par le cerveau de penseurs généreux et imaginatifs, d'où son quadruple caractère, utopique, bariolé, imparfait et confiné.

- **Utopique**, parce que conceptuel avec de multiples pionniers.
- **Bariolé**, justement, car chaque penseur y va de sa marotte : violence ou non-violence, révolution ou réforme pacifiques, fédéralisme ou jacobinisme, anarchie ou dictature révolutionnaire, communauté des biens ou république de petits propriétaires associés, athéisme ou mysticisme, phalanstère ou mutuellisme, Ateliers sociaux ou Icarie².

² **Icarie** est le nom donné par le théoricien politique et socialiste utopique Étienne Cabet à sa cité idéale, une utopie reposant sur des principes communistes chrétiens.



Alexis de Tocqueville

- **Imparfait ou incomplet**, car chaque système ne retient qu'une partie des traits qui caractérisent le **socialisme** :

Un régime fondé sur la propriété sociale des moyens de production, mis au service de la collectivité ;

Une certaine égalisation des revenus ;

Une production planifiée, orientée vers la satisfaction des besoins de tous ;

Une gestion démocratique de l'économie et du gouvernement.

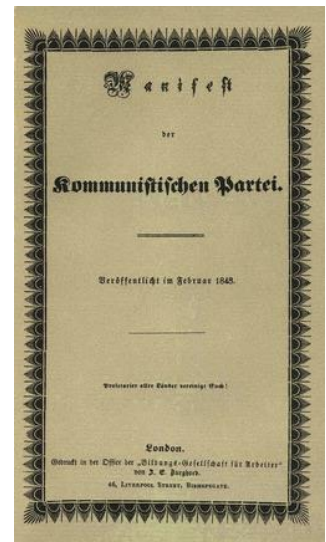
L'observateur fort sagace qu'est **Tocqueville** peut, le 27 janvier 1848, annoncer qu'une **tempête est à l'horizon** :

« Regardez ce qui se passe au sein de ces classes ouvrières qui aujourd'hui, je le

reconnais, sont tranquilles... mais ne voyez-vous pas que leurs passions de politiques sont devenues sociales ? Ne voyez-vous pas qu'il se répand peu à peu des opinions qui ne visent pas seulement à renverser telles lois, tel ministère, tel gouvernement, mais la société même ? Ne voyez-vous pas que peu à peu il se dit ... que la division des biens jusqu'à présent dans le monde est injuste, que la propriété repose sur des bases qui ne sont pas des bases équitables ? Et ne pensez-vous pas que, quand de telles opinions descendent profondément dans les masses, elles amènent tôt ou tard les révolutions les plus redoutables ? »

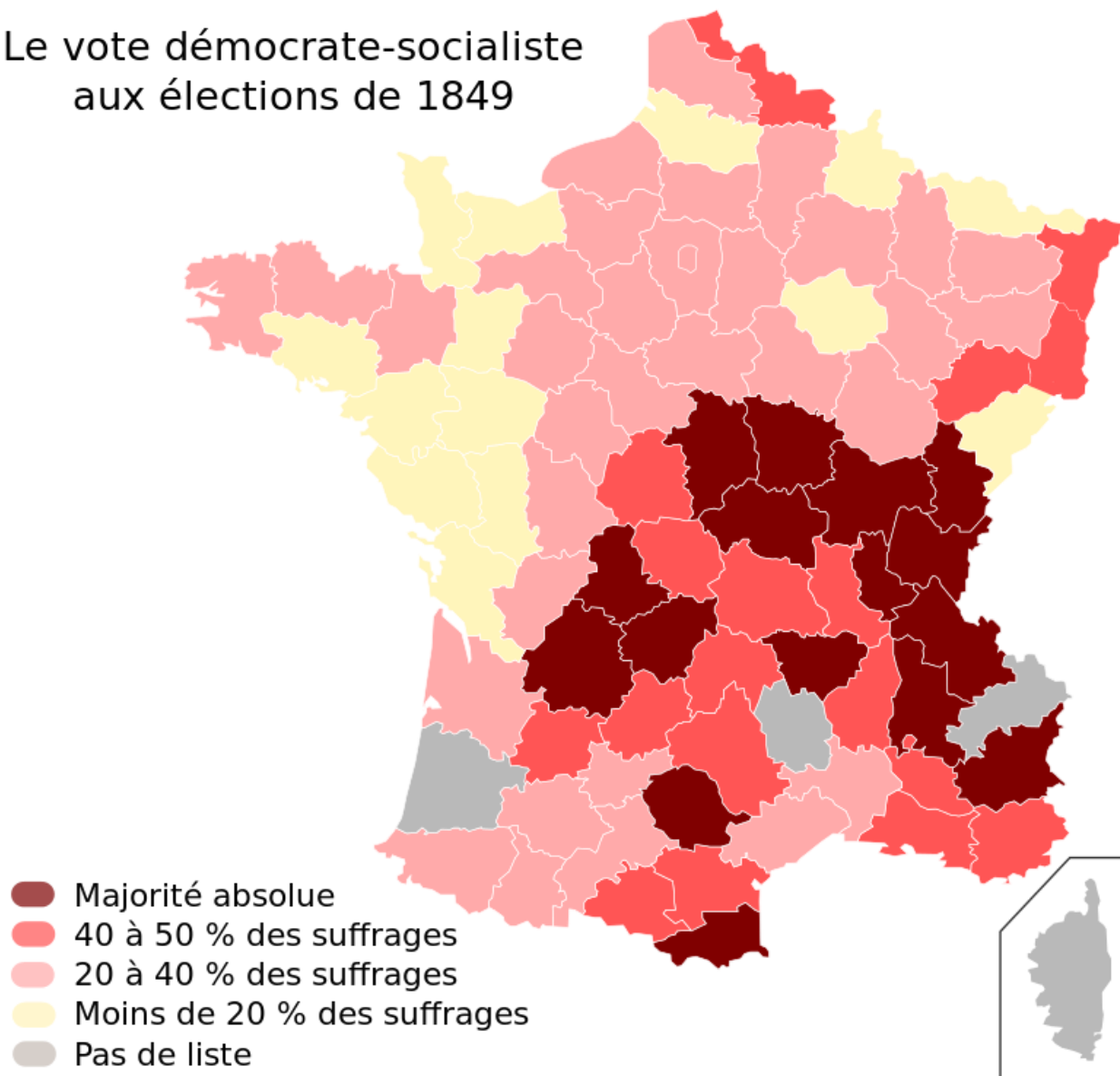
En fait, le mouvement socialiste en France ne commencera peu à peu à s'imprégner de l'idéal communiste rationnel construit par les philosophes et économistes allemands Karl Marx et Friedrich Engels ("**Manifeste du parti communiste**" (1848), "**Le capital**" (1867) que durant la 3^{ème} République et après la Commune de Paris de 1871, tentative écrasée dans le sang d'un État ouvrier en France et cela dans le cadre de l'association internationale des travailleurs animée par Marx et Engels.

En 1849 les démocrates socialistes emportent un succès inattendu aux élections législatives : 28% des votants et 180 élus. Sur la carte de France (voir ci-dessous) se dessine un solide bloc démocratique dont nous verrons les traditions perdurer. Dans



les classes dirigeantes soufflent un vent de haine et de panique. Malheureusement les chefs socialistes sont divisés, indécis, médiocres, enivrés par leur succès et commettent maladresses sur maladresses qu'exploite le Parti de l'Ordre pour démanteler le mouvement populaire et instaurer l'Empire le 2 décembre 1851.

Le vote démocrate-socialiste aux élections de 1849



1864 : fondation de l'AIT

Le 18 septembre 1864 à Londres est fondée l'**Association Internationale des Travailleurs** (AIT) dont Marx élabore les statuts ; c'est la 1^{ère} Internationale. La section française de l'AIT repose sur une structure complexe de chambres syndicales, de coopératives et de sections de quartiers ; elle ne connaît pas la distinction tranchée qui, de nos jours, sépare syndicat et parti politique. Elle est très

hétérogène, avec des proudhoniens mutuellistes, des bakouninistes et des blanquistes exigeants, mais le marxisme véritable y est encore insignifiant.

Pourtant cette première internationale ouvrière aura semé les graines de la conscience de classe, l'esprit de lutte et l'internationalisme ouvrier.

« À l'assaut du ciel » : la Commune de Paris

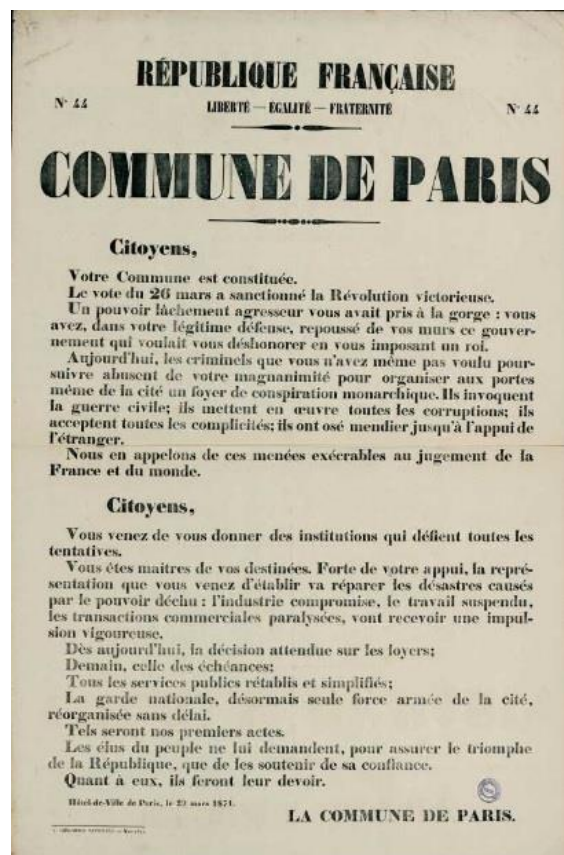


Réaction nationale et patriotique contre la faillite des dirigeants (Empire puis gouvernement dit de « défense nationale »), la Commune est un sursaut républicain contre cette assemblée monarchiste qui choisit Versailles comme siège et Thiers comme chef et accepte une défaite déshonorante devant les Prussiens.

Une révolte spontanée qui se transforme en révolution ouvrière, la première révolte ouvrière du Monde, le premier État ouvrier du Monde !

La Commune de Paris porte dans ses gènes les souvenirs de 1792/1794 avec la dictature du Comité de salut public et le langage du « Père Duchesne », un socialisme corseté dans des habits anciens. Le seul dirigeant marxiste de la Commune est Leô Frankel, d'origine hongroise ; malgré cela elle demeure la première révolution de l'âge industriel.

« Tout ce que nous savons, c'est que longtemps après la chute de la Commune, il continue de s'accomplir dans Paris un massacre comme on n'en avait pas vu depuis la Saint-Barthélemy » écrit l'*Evening Standard* de Londres ; 20 à 30 000 tués, 38 500 arrestations, pratiquement le quart de la population ouvrière masculine de



Paris.

Une tuerie à la hauteur de la panique que les communards ont provoquée dans la bourgeoisie.

Montant, tels des Titans, « à l'assaut du ciel » (K. Marx), foudroyés, mais gagnant l'auréole des martyrs, les communards ont nourri l'espoir d'un monde où l'homme ne sera plus un loup pour l'homme.

Une épopée devenue légendaire, objet de culte, mais aussi remarquable champ d'exercice : **Marx, puis Lénine, à la lueur de la Commune, précisèrent leur conception de la dictature du prolétariat.**

Le socialisme renaît de ses cendres

Le socialisme révolutionnaire, qui semble avoir expiré avec les derniers fusillés de la semaine sanglante, couve dans quelques foyers dispersés : des noyaux d'émigrés, blanquistes à Londres, anarchistes en Suisse. Au cœur de Paris se crée un cercle d'études sociales animé par **Jules Guesde**, journaliste converti au marxisme durant son exil en Suisse après la Commune. Au congrès ouvrier de Marseille (octobre 1879) il réussit à faire confluer le mouvement ouvrier et le socialisme révolutionnaire, mêlant proudhoniens, marxistes, bakouninistes, blanquistes, etc...



Jules Guesde

Des partis socialistes, ou plutôt des sectes en constante rivalité, s'ébauchent : le Parti ouvrier (guesdiste), la Fédération des travailleurs socialistes (possibilistes et broussistes)ⁱ, le Comité révolutionnaire central (blanquistes), les anarchistes ou libertaires...

Dans le mouvement ouvrier, jusqu'alors marqué par l'empirisme, les guesdistes se distinguent nettement de leurs rivaux socialistes par l'intérêt qu'ils accordent à la réflexion et surtout à la propagande doctrinale. De plus, ils introduisent le marxisme dans la classe ouvrière ; ils traduisent et reproduisent des textes importants de Marx et Engels : **Socialisme utopique et socialisme scientifique** et **Manifeste du Parti Communiste**.

Ils révèlent aux ouvriers les rouages et le mécanisme de l'exploitation capitaliste et avec force ils soulignent que la contradiction fondamentale exploités/exploiteurs ne peut se régler que par la lutte des classes, l'appropriation collective des moyens de production et l'abolition de l'État bourgeois, cette « bastille » de la classe capitaliste.

Pourtant ils ne sont pas de véritables marxistes ; ils utilisent les grandes conclusions de Marx et d'Engels comme un recueil de formules magiques et non comme une méthode d'analyse. N'ayant, en conséquence, que peu de prises sur le monde réel, ils ne parviennent pas à définir une ligne politique cohérente et continue et sont souvent maladroits, sectaires et inutilement brutaux vis à vis des autres fractions socialistes.

C'est pourtant le premier véritable parti indépendant de la classe ouvrière, un parti de classe, structuré et discipliné. Il représente une étape décisive vers la création du socialisme français.

Les blanquistes survivants s'organisent dans le très secret Comité Révolutionnaire Central (CRC), au sein duquel se révèle **Édouard Vaillant**, « *le grand-père de la CGT.* » (M. Dommanget)ⁱⁱ, qui transforme progressivement la secte fermée en un parti largement ouvert, le Parti Socialiste Révolutionnaire (PSR), proche des guesdistes, avec qui en 1902 ils s'unissent pour former le Parti Socialiste de France.



Edouard Vaillant

Les anarchistes, dans leur extrême diversité, se réclament tous de Proudhon, celui qui veut détruire toute autorité (politique, économique, morale) et instaurer, grâce

au fédéralisme et au mutuellisme, le règne de la liberté et du bien-être. De 1892 à 1894, galvanisés par l'exemple des nihilistes russes, ils multiplient les attentats : Ravachol donne le signal ; Auguste Vaillant jette une bombe sur la Chambre des députés ; E. Henry lance la sienne dans le café Terminus de la gare Saint-Lazare et Caserio poignarde le président de la République Sadi Carnot qui a refusé de gracier Auguste Vaillant.

Ce courant a sa place dans la grande famille socialiste ; « l'anarcho-syndicalisme » a laissé et laisse, encore aujourd'hui, des traces profondes au sein de certaines corporations ouvrières.



Jean Jaurès et les socialistes indépendants.



Jusqu'aux élections de 1893, sous le vocable de socialistes indépendants, se trouvent artificiellement unis d'anciens communards comme Jules Vallès et son journal « *Le cri du peuple* », Lissagaray et « *La bataille* » et Benoît Malon et sa « *Revue socialiste* ». Parmi ces « *indépendants polychromes du socialisme sentimental* » (Paul Lafargue)ⁱⁱⁱ, une grande figure émerge : **Jean Jaurès**.

Républicain intransigeant, cet intellectuel d'origine bourgeoise, comme le furent Marx et Engels, reconnaît la force motrice de la classe ouvrière dont il est l'élu à Carmaux. Après 1905, la route de Jaurès est illuminée par sa haine de la guerre et du colonialisme. C'est alors qu'à l'appel de l'Internationale est créé, en avril 1905 à Paris, le Parti Socialiste Unifié, **la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO)**.

La SFIO de 1905 à 1914

La charte du parti unifié proclame le « commun désir de fonder un parti de lutte de classe qui, même lorsqu'il utilise au profit des travailleurs les conflits secondaires des possédants » et joue au jeu « démocratique » (électoral ou autre), « reste toujours un parti d'opposition fondamentale et irréductible à l'ensemble de la classe bourgeoise et à l'État qui en est l'instrument »...

Par son but, son idéal, les moyens qu'il emploie, le Parti Socialiste tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière n'est pas un parti de réforme mais un parti de lutte de classe et de révolution.

Les luttes revendicatives – qu'encourage l'unité syndicale, elle aussi facteur démultiplicateur – frappent par leur fréquence et leur puissance, telle la grande grève des mineurs de 1906, les grèves du bâtiment en 1908, des chemins de fer en 1910, l'agitation des vignerons du Languedoc en 1907 à Béziers (qui a été marquée par la fraternisation du 17^{ème} régiment d'infanterie de ligne avec les manifestants, envoyé par Clémenceau).

La course à la guerre fait apparaître le socialisme comme la suprême et dernière espérance de paix. La grande campagne des socialistes contre la loi de 3 ans de service militaire suscite en 1903 un vaste courant d'adhésion et de sympathie.

L'activité de la SFIO est commandée par trois grands problèmes idéologiques et politiques : les rapports entre **Réforme et Révolution, les relations entre parti et syndicats, l'attitude à adopter devant la course à la guerre.**

Le 14 juillet 1914 le congrès national de la SFIO, à l'appel de Jaurès et de Vaillant, vote une motion, appelant pour conjurer la guerre, à une grève générale ouvrière, simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés. (France, Allemagne et Angleterre).

L'assassinat de Jean Jaurès a lieu le vendredi 31 juillet 1914 à 21 h 40, alors qu'il dîne au café du Croissant rue Montmartre dans le 2e arrondissement de Paris, non loin du siège de son journal **L'Humanité**. **Il est tué par Vilain, un nationaliste d'extrême droite, qui sera acquitté par la suite.**

Malgré cela, le 4 août, le groupe parlementaire SFIO unanime vote les crédits de guerre, l'état de siège, la restriction des libertés ; à la fin du mois, alors que se précise la menace sur Paris, Guesde et Sembat^{iv} entrent dans le gouvernement « d'Union sacrée ».

L'assimilation très superficielle, et souvent sclérosée, du marxisme, les lacunes béantes dans l'analyse théorique, l'ignorance presque totale du phénomène impérialiste ont, entre autres choses, pour conséquences d'entretenir un optimisme béat sur les possibilités d'éviter la conflagration, puis, la guerre une fois déclenchée, de **déformer** son visage réel.

Une guerre de 4 ans et 10 jours qui ébranlèrent le monde

Chez les socialistes, entre ceux qui soutiennent l'Union sacrée, ceux qui luttent pour la paix et ceux enfin qui dénoncent une « guerre impérialiste » et refusent de voter les crédits de guerre, l'échiquier du mouvement ouvrier français est totalement bouleversé par la guerre.

Les leaders de la CGT (dirigée par Léon Jouhaux)^v et de la SFIO collaborent donc à l'Union sacrée.

Après l'assassinat de Jean Jaurès le 31 juillet 1914, la guerre déclarée quelques jours plus tard est présentée comme la défense de la République et de ses valeurs. Devant la tombe de Jaurès, le secrétaire de la CGT, Léon Jouhaux, annonce l'appui du mouvement ouvrier à la défense nationale. Jules Guesde, figure historique du socialisme, entre au gouvernement où il est rejoint par Marcel Sembat et par Albert Thomas, qui occupe le poste stratégique de ministre de l'Armement.

Le séisme d'octobre en Russie engendre un raz de marée révolutionnaire entre 1918 et 1919 : insurrection spartakiste en Allemagne, république socialiste de Bavière, Commune de Budapest et plusieurs mouvements révolutionnaires en Europe et en Asie. C'est la révolution mondiale tant souhaitée par les bolcheviks afin de couronner le succès de la révolution d'Octobre en Russie...

En 1920, dans une étude célèbre, Albert Mathiez expliquait déjà « *qu'entre les méthodes des Bolchévistes et celles des Montagnards français, les analogies ne sont pas seulement apparentes, mais qu'il existe entre les unes et les autres des rapports étroits et comme une parenté logique.* »

Mais le capitalisme a des ressources et organise à l'échelle européenne une

vaste coalition contre-révolutionnaire. Une seule exception : la révolution russe sort victorieuse de son combat contre les interventions étrangères et les armées blanches après une guerre meurtrière.

Sur un sixième du globe flotte le drapeau rouge marqué de la faucille et du marteau.

Révolutionnaires de la SFIO et minoritaires de la CGT aspirent donc simultanément à dégager d'autres voies que celles définies par des directions associées à l'Union sacrée, désormais rejetée.



La question qui se pose alors pour les socialistes français est : faut-il collaborer à la reconstruction de la II^{ème} Internationale (qui a failli) ou rejoindre les rangs de l'Internationale Communiste ? **Réforme ou**

Révolution ?

La lutte contre « l'opportunisme » est au cœur de la stratégie des leaders de l'IC (Internationale Communiste). Dans un article paru dans la revue *Le Communiste* à Genève en septembre 1915, Lénine estime que la guerre a révélé au grand jour le « rôle véritable d'alliée de la bourgeoisie », que joue la social-démocratie : les socialistes modérés, loin de rompre avec la légalité bourgeoise lors des conjonctures révolutionnaires, s'avèrent en réalité prompts à intégrer les ministères au nom de la défense de la patrie. Selon lui, il apparaît évident que les sociaux-démocrates appuient les forces contre-révolutionnaires au lieu d'agir en faveur d'une guerre civile sur des bases de classe.

Pour ou contre l'adhésion à la III^{ème} Internationale ?

Alors que la Première Internationale s'est déchirée sur la question de l'organisation, voyant s'opposer

fédéralistes et centralistes, la Deuxième promeut une fédération de partis composites à base nationale

disposant de leurs traditions propres, le plus souvent réformistes (réforme du capitalisme et non son remplacement par le socialisme).

Dès avril 1917, Lénine a fixé le cap des bolcheviks russes : « *Prendre l'initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire, d'une Internationale contre les social-chauvins et contre le centre* ».

Tant que l'Internationale Communiste caressait l'espoir d'une révolution mondiale, elle souhaitait que les éléments les plus révolutionnaires de la SFIO et de la CGT fassent scission et se constituent en Parti Communiste.

Mais attention, pour être accepté à la III^{ème} Internationale il faut souscrire à « 21 conditions » ! Il s'agit de bannir les anciens travers socialistes de collaboration de classe et de réformisme, de diriger la lutte révolutionnaire du prolétariat, d'appuyer les mouvements libérateurs des colonies et d'appeler les travailleurs à défendre les républiques soviétiques.

Aussi, avant même que s'ouvre le congrès national de Tours (décembre 1920), son issue apparaît certaine : il votera l'adhésion à la III^{ème} Internationale.

Deuxième certitude : la minorité de droite fera scission.

Autour de ces 21 conditions se livre la bataille entre partisans et adversaires de l'adhésion à la III^{ème} Internationale.

Toute stratégie parlementaire est une capitulation, un renoncement au parti pris de la révolution. On peut, à la rigueur utiliser la tribune parlementaire comme porte-voix ; **en aucun cas, on ne doit envisager la révolution par la voie légale.**

« *La guerre civile est mise à l'ordre du jour dans le monde entier. La devise en est : le pouvoir aux Soviets* », proclame le II^{ème} Congrès de l'Internationale en juillet 1920.

Pourquoi la minorité favorable à l'adhésion va-t-elle rapidement grossir dans la deuxième moitié de 1920, au point de devenir majoritaire ?

Aux yeux des rescapés de l'enfer des tranchées, les dirigeants socialistes et syndicaux se sont discrédités par leur politique de « **collaboration de classe** » et **d'Union sacrée** pendant la guerre.



Clara Zetkin

La révolutionnaire allemande prestigieuse, **Clara Zetkin**, est envoyée clandestinement pour galvaniser les socialistes français et valoriser la rupture à l'allemande.

Un délégué de la fédération du Cher affirme : « *Nous sommes antiparlementaires, parce que nous constatons l'action néfaste de nos élus. Nous disons que moins nous avons d'élus, plus nous avons d'adhérents. Nous en avons assez,*

chez nous, d'être des machines à cotiser et de servir les intérêts de quelques individus qui, une fois munis d'un mandat, nous combattent, détruisent l'unité de chez nous, détruisent l'organisation et vont faire le Bloc national [...]. Nous en avons assez du Parti socialiste uniquement électoral, nous voulons un Parti socialiste révolutionnaire. »

Air connu !

Le congrès de Tours (25/30 décembre 1920), par 3252 mandats (sur 4763), vote l'adhésion à l'IC.

La droite du parti socialiste choisit la scission. Le congrès « communiste » se poursuit jusqu'au lendemain après-midi et s'achève sur un appel rédigé par Vaillant-Couturier^{vi} :

« (...) Que notre parti soit grand ! Que notre parti soit fort et discipliné, maître à la fois de ses militants et de ses élus ! Que dans l'Internationale, relevée à l'ombre de la première des grandes révolutions sociales, il soit digne de son passé, digne de Babeuf, digne des hommes de Juin 1848, digne de la Commune, digne de Jaurès, digne de l'avenir glorieux qui s'offre à nous... »

A la fin de l'année 1920 un nouveau parti est né. Au départ, il conserve le nom de Parti socialiste, la mention de la SFIO étant simplement « remplacée par celle de **SFIC** (Section française de l'Internationale communiste). »

Les débuts du parti communiste français (SFIC)

Il conserve à la fois le journal (*l'Humanité*) et des effectifs nombreux (environ 100 000 adhérents), ce qui lui permet d'échapper à l'effet de secte, en revanche il traîne avec lui un héritage, l'opportunisme de droite qui sera dénoncé jusqu'en 1930 par l'IC.

En dépit de certaines résurgences réformistes, les syndicalistes révolutionnaires adhèrent par vagues successives Rosmer^{vii}, Midol^{viii}, Frachon^{ix}, Monmousseau^x, Monatte^{xi}... et des jeunes enthousiasmés par l'Octobre russe comme Vaillant-Couturier, Duclos^{xii}.

Une grande partie des adhérents, d'origines sociales et politiques très diverses, ne se sont pas transformés en purs bolcheviks par leur seule adhésion à la III^{ème} Internationale. Connaissant fort mal le léninisme et même le marxisme, ces anciens socialistes, syndicalistes révolutionnaires et anarchistes, ne sont pas totalement convaincus et espèrent facilement concilier le bolchevisme avec leurs pratiques antérieures.



Le PC et les libertaires convergent d'ailleurs à plusieurs reprises durant l'année 1921, notamment pour exprimer leur indignation devant la condamnation à mort des anarchistes américains d'origine italienne **Sacco et Vanzetti**.

Pourtant, la bourgeoisie française demeure facilement maîtresse du terrain politique et idéologique, avec une société civile bien rôdée et huilée, grâce à un appareil d'État solide. Il n'y a pas eu de révolution comme en Russie, ni même comme en Allemagne ou en Italie.

« La transformation du vieux type de parti européen parlementaire, réformiste à l'œuvre et légèrement coloré d'une teinte révolutionnaire, en un nouveau type de parti, vraiment communiste, est chose extraordinairement difficile. C'est certainement en France que cette difficulté apparaît le plus nettement. » (Lénine)

L'IC déplore régulièrement la lenteur de la transformation de cet enfant du parti socialiste en parti communiste et elle exige qu'il s'épure de ses révolutionnaires de salon en forçant les communistes francs-maçons à démissionner de la franc-maçonnerie. *« L'abcès crève et se vide. Le parti se débarrasse d'un grand nombre de francs-maçons, d'arrivistes, de petits et gros bourgeois qui voulaient s'en servir et non le servir. » (L'Humanité 8 janvier 1923).*

En même temps, l'action du Parti contre l'intervention militaire française dans la Ruhr révèle des cadres nouveaux et jeunes (Péri, Doriot).

Le Parti frappe toujours par son hétérogénéité dont les *Cahiers du Bolchévisme* de novembre 1924 donne une formule amusante : *« 20% de jaouessisme, 10% de marxisme, 20% de léninisme, 20% de trotskysme et 30% de confusionnisme ».*

La « bolchévisation », des exclusions en série



Pierre Sémard

Plus que le congrès de Tours, la phase de bolchévisation qui s'ouvre en 1924-1925 constitue le moment fondateur du Parti communiste français, la séquence où se met en place un modèle partisan qui va perdurer pendant une quarantaine d'années, avec une liaison génétique importante avec l'IC et donc l'URSS.

Pour cela le PC va agir pour favoriser son implantation sur les lieux même de l'exploitation : à l'usine, là où travaillent les ouvriers. Ses « cellules d'entreprise » se

heurtent à la répression patronale, à l'organisation du travail en équipe et au danger toujours présent de la confusion parti-syndicat.

Cette « bolchévisation » va pourtant permettre la naissance de cadres ouvriers de type nouveau : août 1924, **Pierre Sémard**^{xiii}, un ouvrier, accède au secrétariat du Parti et en 1925, **Maurice Thorez**^{xiv}, un autre ouvrier, est promu secrétaire à l'organisation.



Maurice Thorez

« L'esprit -communiste nous incite à "perdre" (si l'on peut dire) des milliers de petits bourgeois du Parti pour gagner des dizaines de milliers d'ouvriers conscients » (Souvarine)^{xv}.

Le « Komintern » (Internationale Communiste sous influence soviétique) est à la manœuvre : la condamnation de l'appartenance à la Franc-maçonnerie et à la Ligue des droits de l'homme (LDH) provoque des exclusions en série.

Aux élections législatives de 1924, une vingtaine de voix se portent sur Abdelkader Hadj-Ali, quinquagénaire algérien de quarante et un ans naturalisé français, pour être élu à Paris. *« La candidature de ce travailleur colonial vise, comme l'indique L'Humanité du 28 avril, à lutter contre les « antagonismes de races » entretenus par le capitalisme. « Il faut en effet que nos camarades se persuadent bien que,*



quelle que soit l'origine ou la couleur d'un travailleur, il appartient avant tout à la classe ouvrière. Le préjugé de la race est de ceux qu'un ouvrier conscient doit rejeter loin de lui. En ignorant ou, ce qui est pire, en méprisant l'ouvrier embauché aux colonies parce qu'il a d'autres coutumes, le travailleur français fait le jeu de son exploiteur. »

Dans la lignée des orientations anti-impérialistes de l'IC, il s'agit aussi de préparer la lutte anticoloniale : celle-ci passe notamment par l'envoi clandestin du journal *Le Paria*, qui défend l'égalité des droits pour les peuples indigènes dans les colonies.

Outre les militants nord-africains, on compte aussi dans cette Union des Malgaches, comme l'avocat Samuel Stéphany, des Antillais, tel l'ingénieur d'origine haïtienne Camille Saint-Jacques, ou encore des communistes venant d'Afrique subsaharienne



Le futur Hô Chi Minh

avec Lamine Senghor, ancien tirailleur sénégalais employé des Postes, télégraphes et téléphones (PTT).

La section indochinoise est animée par Nguyễn Ai Quôc (le futur Hô Chi Minh), qui a quitté l'Indochine pour travailler comme marin dans différents pays. Il s'installe à Paris en 1917, où il fait la connaissance de jeunes activistes chinois comme Zhou Enlai et Deng Xiaoping.

Le Paris cosmopolite des années 1920, accueillant des ouvriers immigrés et des étudiants d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, offre un environnement favorable aux activités anti-impérialistes. Comme Abdelkader Hadj-Ali^{xvi}, Nguyễn Ai Quôc est candidat communiste aux élections municipales de 1925 à Paris.

À la même époque, le PCF présente des candidates aux élections locales alors même que les femmes n'ont pas le droit de vote.

Si la position de la SFIC tranche avec celle de la SFIO, elle n'est cependant pas exempte d'ambiguïté, notamment dans les colonies mêmes, où les organisations communistes s'ouvrent difficilement aux populations indigènes.

Ce parti ouvrierisé qui se réduit à une petite avant-garde d'activistes (55 000 membres en 1926) va se doter dans sa

vie interne d'une « discipline de fer » avec l'application du centralisme démocratique, d'élections de tous les dirigeants, de subordination de la minorité à la majorité, d'obéissance absolue, de surveillance de la presse et ... des élus.

En même temps, la formation est prise en compte avec la création de l'école centrale de Bobigny et celle d'écoles

élémentaires (locales) qui joueront un grand rôle pour former des dirigeants ouvriers. Dès 1926, le parti compte plus d'une centaine de permanents « politiques », auxquels s'ajoute le personnel dit « technique », comme les sténodactylos ou les livreurs de journaux, ainsi que les permanents de la CGTU et d'autres organisations de la sphère communiste.

La bureaucratie s'installe et la démocratie interne va en souffrir...

De plus, le parti endure une maladie infantile fréquente : le caractère

personnel et autoritaire dont font preuve certains de ses dirigeants, ce qui entraîne souvent un certain sectarisme hors-sol comme les luttes internes souvent en écho de celles du parti russe (Souvarine, Monatte, Rosmer sont exclus pour trotskysme).

À droite du parti comme à gauche l'épuration est intense. Tout cela n'est pas sans conséquences : en 1931 le PC se trouve dans ses plus basses eaux : 29 415 cartes distribuées et une défaite aux élections de 1932 où le PC perd 280 000 voix...

La doctrine de la SFIO confrontée à celle des communistes

SFIO et SFIC ont le même père, Marx, et sont issus de la même matrice, le mouvement ouvrier et socialiste français.

Tous les deux critiquent l'exploitation capitaliste et l'appropriation par la bourgeoisie de la plus-value créée par le prolétariat.

Tous les deux ont pour but la socialisation des moyens de production et remettent en cause l'exploitation de l'homme par l'homme.

Tous les deux estiment que seule la classe ouvrière est réellement révolutionnaire.

Mais, alors que le PC léniniste affirme haut et fort son caractère internationaliste et se met à l'école du bolchévisme inspiré de l'URSS et prône la révolution, la SFIO plonge dans le réformisme parlementaire pour atteindre le pouvoir.

À l'extrême droite du parti socialiste, Déat et Marquet subiront même les attraits du fascisme.

Concernant l'État, pour le PC c'est un État de classe qu'il faut détruire.

La SFIO, pour sa part, néglige sa nature de classe et espère l'utiliser à ses fins.

Entre les deux partis, le ton est à l'outrance verbale et à l'injure. Le PC dénonce le « *social fascisme* », le « *social chauvinisme* », le « *social flic* ». La SFIO parle des « *moscoutaires* ».

Et pourtant...

Pourtant, la situation de la direction du PC se stabilise au cours du mois de janvier 1923 en raison de la mobilisation contre l'occupation de la Ruhr par l'armée française. La campagne antimilitariste qu'il mène s'inscrit dans le cadre d'une lutte internationale contre le « diktat de Versailles » et entraîne une forte répression gouvernementale qui soude les rangs militants.

Les appels à la solidarité en faveur des ouvriers allemands menacés par les capitalistes et l'armée française contrastent avec le discours chauvin dominant et sont largement condamnés au Parlement et dans la presse.

Des perquisitions sont menées chez les dirigeants communistes et syndicalistes, dont vingt-quatre sont accusés d'attentat et de complot contre la sûreté de l'État. Plusieurs hauts responsables du parti sont arrêtés, y compris **Cachin** après la levée de son immunité parlementaire.



André Marty

Parmi les emprisonnés, on compte **Mahmoud Ben Lekhal**, militant issu d'une famille de la bourgeoisie algéroise opposée à la colonisation française qui a appelé les soldats nord-africains, nombreux au sein des troupes françaises, à fraterniser avec les soldats allemands dans des tracts rédigés en arabe.

Cet épisode de la lutte anti-impérialiste renforce l'image des communistes comme parti des mutins et des emprisonnés. Libéré en juillet 1923, **André Marty**^{xvii}, "*le mutin de la mer noire*" qui a refusé de servir dans les troupes françaises contre l'URSS, rejoint les rangs du parti après un séjour en URSS.

« *Le communisme, voilà l'ennemi* » : tels sont les propos tenus par **Albert Sarraut**, ministre de l'intérieur, à Alger le 22 avril 1927.

Cela n'empêche pas l'organisation d'être en pointe dans la lutte contre la guerre du Rif, durant laquelle les communistes appellent à l'évacuation du Maroc et à la fraternisation avec Abdelkrim. Ce qui provoque une violente réaction du gouvernement et l'arrestation de nombreux militants.

En 1929, la liste du Comité central n'est pas rendue publique et Maurice Thorez se réfugie régulièrement à Bruxelles.

Le culte de Staline commence véritablement en 1929, lors de son cinquantième anniversaire. « *Le chef, le guide et ami des prolétaires* » (M.Thorez)

Et pourtant ...

Aux élections législatives, changement de décor

La crise économique mondiale de 1929, d'une gravité exceptionnelle par son ampleur et sa durée, provoque une cascade de crises conjuguées (sociales, politiques, idéologiques), véritable crise d'hégémonie de la classe dirigeante.



Afin de renforcer les liens entre le PCF et la CGTU, des syndicalistes sont intégrés à la direction du parti. Plusieurs leaders ouvriers ayant construit leur légitimité dans l'action revendicative entrent au Bureau politique en septembre, notamment **Charles Tillon**^{xviii} et **Martha Desrumaux**.^{xix}

À l'ombre de cette crise le national-socialisme triomphe en Allemagne et en France grandit un péril fasciste. Le mécontentement des classes moyennes né de la crise, amplifié par l'instabilité ministérielle et par un scandale financier (Stavisky), soulève une forte vague antiparlementaire que l'extrême droite utilise contre la République.



La direction de l'IC continue néanmoins de refuser le lancement d'actions communes avec les dirigeants de la SFIO. La situation change au cours de l'année 1934 durant laquelle les dirigeants soviétiques cherchent à sortir de leur isolement et à se rapprocher de la France et de l'Angleterre.

Le 6 février 1934, les ligues lancent l'assaut contre le Palais Bourbon. Cet assaut est brisé mais la droite dure reprend le pouvoir sous couvert « **d'union nationale** ». L'atmosphère internationale s'alourdit, l'Italie fasciste attaque l'Éthiopie, l'Allemagne nazie rétablit le service militaire obligatoire et remilitarise la Rhénanie sans provoquer aucune réaction de la SDN (ancêtre de l'ONU).

En juin 1934 Maurice Thorez explique : « *le choix n'est pas entre gouvernement d'union nationale et république des Soviets, entre fascisme et communisme, mais entre fascisme et démocratie, une démocratie renouvelée* ».

Le PC doit alors réaliser à tout prix l'unité d'action avec les travailleurs socialistes et obtenir l'unité syndicale, mais il faut également arracher les classes moyennes à la démagogie du fascisme.

La défense de la démocratie contre le fascisme place de fait au second plan la lutte pour la dictature du prolétariat.

Discours de Maurice Thorez à la radio :

« Et maintenant nous travaillons à l'union de la nation française contre les deux cents familles et leurs mercenaires. Nous travaillons à la véritable réconciliation du peuple de France. Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère, et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis. Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix-de-Feu, parce que tu es un fils de notre peuple, que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption, parce que tu veux, comme nous, éviter que le pays ne glisse à la ruine et à la catastrophe. »

Après le relatif échec de leur mise en place pendant la bolchevisation, les cellules d'entreprise se développent en 1936-1937 en lien avec le mouvement gréviste. Des cellules émergent dans les usines où les travailleurs qualifiés de la métallurgie occupent une place centrale (sidérurgie, mécanique, industrie navale, chimie, aéronautique, automobile) et dans les secteurs bénéficiant d'un statut protecteur (chemins de fer, arsenaux, gaz et électricité, collectivités locales).

La constellation communiste comporte une multitude de réseaux couvrant différents secteurs : vieux, femmes, jeunes, sportifs, locataires, pacifistes, militants sensibles à une solidarité internationale, intellectuels, anciens combattants, etc...

Parmi eux, la **main-d'œuvre étrangère** (MOE), créée en 1926 en lien avec la CGTU, rassemble les travailleurs d'origine étrangère et ceux issus des colonies.

Le mouvement syndicaliste communiste s'intéresse aux ouvriers « indigènes » en situation coloniale et métropolitaine en articulant revendications sociales et nationales.

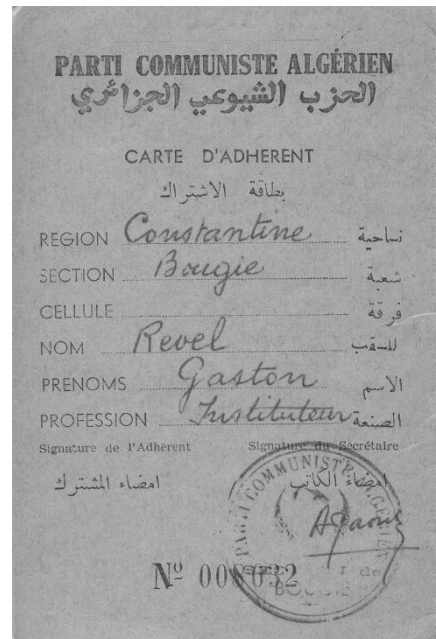
Ainsi, la CGTU organise à partir de 1924 des congrès nord-africains réclamant l'indépendance des colonies et adopte une stratégie d'auto-organisation des travailleurs coloniaux.

Pourtant, en novembre 1932, un rapport très critique de l'IC dénonce le mépris intolérable du travail colonial par le PCF, qui n'a pas appuyé les agitations révolutionnaires qu'ont connues l'Indochine et l'Algérie.

D'autre part, le PCF n'a pas encore réussi à liquider ou même à ébranler sérieusement l'influence des éléments colonialistes qui continuent à diriger l'organisation communiste et les syndicats unitaires d'Algérie.

C'est dans ce contexte de repli idéologique qu'est créé en octobre 1936 le Parti communiste algérien (PCA), rassemblant 5 000 militants arabes et kabyles, mais aussi des militants « européens », qui forment toujours la principale composante.

Cette attitude du PCF dépend intimement d'une vision stratégique franco-française : « Si la question décisive du moment, c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme et placer, par exemple, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc sous le joug de Mussolini ou de Hitler, ou faire de l'Indochine une base d'opérations pour le Japon militariste. » (M. Thorez, 9^{ème} congrès, décembre 1937)



Autre question : lorsque les communistes accèdent au pouvoir local et deviennent hégémoniques sur certains territoires, comme en banlieue parisienne à partir de 1935, leurs pratiques de gestion peuvent les placer en porte-à-faux avec le discours révolutionnaire porté auparavant par le parti.

Cette ambivalence est en réalité présente dans tout le mouvement communiste, y compris à l'échelon national, avec des variations selon la conjoncture. En ce sens, la politique de « l'unité à tout prix » lancée en juin 1934 constitue un tournant. Elle provoque néanmoins peu de remous en interne, parce que son indéniable succès populaire dissipe les hésitations des militants hésitants. Il faut dire que la bolchevisation a fortement réduit les possibilités d'expression des divergences. Longtemps simple appendice de l'IC, dont il se proclame simplement la section (SFIC), le PC devient une grande force, s'insérant dans la vie nationale et apte à en modifier le cours.

La modification de son sigle, PCF (Parti communiste français), traduit ce changement.

De 30 000 membres en 1933 il passe à plus de 280 000 à la fin de 1936.

Le Front populaire

On peut dégager quelques grandes étapes dans la genèse du Front populaire.

- **La réponse massive des couches populaires à la tentative des ligues du 6 février 1934 et le 12 février une grève générale à l'appel de la CGTU et de la CGT, du PC et de la SFIO ainsi que des manifestations énormes dans toute la France.**
- **Le pacte d'unité d'action communistes-socialistes (27 juillet 1934).**
- **Maurice Thorez lance l'idée et la formule du Front populaire (octobre 1934).**
- **Le Parti Radical, déçu par son alliance parlementaire et gouvernementale avec la droite, rejoint le bloc socialiste-communiste (Jean Zay^{xx} et Edouard Daladier^{xxi})**
- **L'adoption du règlement et du programme du Front Populaire (janvier 1936).**
- **La réunification syndicale (mars 1936).**

L'IC demeure dubitative quant au ralliement du Parti Radical et doute que le PC puisse maintenir sa ligne révolutionnaire.

Le discours de Duclos lors de la manifestation parisienne du 14 juillet 1935 met clairement en avant cette alliance nouvelle des drapeaux rouge et tricolore :

« Notre drapeau, c'est le drapeau rouge, le drapeau qui déjà fut brandi par le peuple durant les années 1792, 1793 et 1794, le drapeau qui flotta sur les barricades à maintes reprises au cours du siècle passé, le drapeau qui connut la victoire avec les héros immortels de la Commune de Paris, le drapeau de combat et d'espoir des prolétaires du monde entier, le drapeau qui flotte victorieusement sur un sixième du globe. Mais nous qui luttons sous les plis du drapeau rouge, nous sommes heureux de voir à nos côtés des combattants de la liberté qui abordent le drapeau tricolore dont nos ancêtres firent l'emblème de la grande Révolution française et qu'on vit souvent voisiner sur les barricades avec notre drapeau rouge. Nous voyons dans le drapeau tricolore le symbole des luttes du passé et dans notre drapeau rouge le symbole des luttes et des victoires futures. »

Les négociations sont laborieuses !

Le PC réclame la création d'un vaste réseau de « comités de base » élus, aussi bien dans les usines que dans les quartiers et les villages, ce que refusent les socialistes et les radicaux.

Seules les revendications immédiates de toutes les catégories laborieuses sont acceptées avec la restauration du pouvoir d'achat, la lutte contre le pillage de l'épargne et une meilleure organisation du crédit. Avec la défense de la paix et des libertés (la dissolution des ligues fascistes) le programme politique est bouclé.

Cependant le programme du Front populaire n'intègre pas les revendications des peuples coloniaux. Comme le souligne Gérard Noiriel^{xxii}, les communistes entendent désormais apparaître comme de « *bons Français* » qui « *aiment leur pays* ».



Danielle Casanova

Pour les femmes, le droit au suffrage universel ne connaît aucune avancée. Les déclarations en faveur de l'émancipation des femmes, en particulier pour tout ce qui relève de la maîtrise de leur corps (avortement, prostitution, contrôle des naissances), se heurtent à la poursuite d'une politique nataliste et de défense de la famille française.

C'est à cette période, en décembre 1936, que la JC devient non mixte et qu'une organisation spécifique de la jeunesse féminine, l'Union des jeunes filles de France (UJFF), est créée.

« **Pain, paix, liberté** »

C'est autour de ce slogan que, pour la première fois depuis la guerre, toutes les forces de gauche se retrouvent derrière un même programme lors des élections législatives d'avril-mai 1936.

En fait, le but du programme électoral du Front populaire, au-delà des slogans de campagne, était surtout de stopper le danger fasciste en France.

Au deuxième tour des élections (3 mai 1936), grâce à la discipline des candidats et des électeurs de gauche, le Front populaire gagne sur ses adversaires une quarantaine de sièges et dispose d'une majorité parlementaire très confortable (alors que la différence en suffrages était faible !).

La SFIO, qui a le plus fort nombre d'élus, revendique pour son leader, Léon Blum^{xxiii}, la responsabilité de constituer et de diriger le gouvernement de Front populaire.

Le PCF fait une percée électorale (il double ses voix et passe de dix à soixante-douze députés), tandis que les socialistes deviennent la principale force politique du pays.

Malgré les demandes du leader de la SFIO, le PCF ne participe pas au nouveau gouvernement formé autour de Léon Blum (véto de l'IC).

Paul Vaillant-Couturier annonce dans L'Humanité du 12 mai que les communistes exerceront « *du dehors une sorte de ministère des masses avec le concours des éléments les plus ardents et les plus disciplinés du Front populaire organisés dans ses comités* ».

La classe ouvrière, fière de sa victoire et impatiente d'en tirer les bénéfices, va profiter de sa confiance pour acquérir une combativité nouvelle.

Les grèves de mai/juin 1936

Une lame de fond, des grèves d'une puissance et d'une qualité jusqu'alors inconnue, déferle à travers toute la France.

En apparence spontanées, ces grèves sont le plus souvent le fruit d'un long et patient travail antérieur, souterrain. Un emballement qui va même surprendre la CGT.

Les grèves ouvrières découvrent une forme inédite (en France) et très efficace de lutte : « **la grève sur le tas** ». Les comités de grève (élus) veillent soigneusement à l'entretien du matériel, organisent le ravitaillement et les loisirs des grévistes. Une atmosphère de kermesse mêlée de revendications !

Ceci pour empêcher le patronat d'utiliser ses armes habituelles : le lock-out et l'utilisation de « jaunes ». C'est un crime de « lèse-majesté » sans doute, mais elles ne remettent pas en cause la propriété des moyens de production.

Même si ce n'est pas la révolution, la peur s'empare des classes moyennes qui menacent de rompre l'accord. Thorez veut corriger ce risque : « *Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement... Tout n'est pas possible ...Il faut savoir terminer une grève.* »

Mais ces grèves massives de 1936 ont imposé au patronat (accords de Matignon) des avancées sociales qui vont beaucoup plus loin que ce que prévoyait le programme du Front populaire.

Les moissons de la victoire !

Le Front populaire se voulait et était avant tout une alliance défensive contre le fascisme et contre la misère. Il atteint, provisoirement au moins, ces deux objectifs.

Il dote, en particulier, la France d'une législation sociale d'avant-garde.

Les conventions collectives et l'institution des délégués du personnel élus par le personnel renforcent chez les ouvriers le sentiment de leur dignité et la conscience de leur solidarité.

La semaine de 40 heures et les quinze jours de congés payés révolutionnent la vie ouvrière. Grâce à leurs conquêtes, à leurs loisirs neufs, les ouvriers peuvent enfin accéder à la culture.

Ce n'est pas non plus un hasard si le domaine artistique et littéraire ouvre des thèmes nouveaux : Malraux (*L'espoir*), Aragon (*Les beaux quartiers*), Picasso (*Guernica*), Jean Renoir (*La grand illusion*, *La Marseillaise*).

La revalorisation du blé, grâce à la création d'un Office du blé, entraîne un relèvement substantiel des revenus agricoles.

La dislocation du Front populaire

Le Front populaire, violemment attaqué de l'extérieur (les adversaires du Front n'ont jamais déposé les armes) et miné de l'intérieur, succombe à l'automne 1938, après une longue agonie.

La droite, remise de sa « *grande peur de 36* », s'appuyant sur les leviers de commande de l'économie et des finances, le « *mur d'argent* » toujours actif, le Sénat toujours réactionnaire et une fraction non négligeable de la haute administration, paralyse l'action gouvernementale.

La discorde règne et les fissures s'agrandissent entre une SFIO qui a peur d'une révolution sociale et un PC qui se méfie de plus de plus de ce gouvernement pusillanime et de la non-intervention de Léon Blum devant l'agression fasciste contre la République espagnole.

À l'heure où Hitler déclenche la crise tchèque, le PC dénonce avec violence les accords de Munich (septembre 1938). « *Ne baptisez pas cela du nom de paix... Vous avez signé la défaite sur le corps mutilé d'un peuple libre* » (G.Peri).

La drôle de guerre

De la signature du pacte germano-soviétique, en août 1939, à la Libération, le Parti communiste est confronté à une succession d'épreuves modifiant radicalement sa situation :

clandestinité, engagement dans la lutte armée, entrée au gouvernement. Les modes d'engagement et d'allégeance idéologiques sont profondément bouleversés et remis en

cause au gré des événements et des retournements de ligne politique.

La politique prudente de l'Union soviétique provoque la rupture entre le PC et la SFIO car l'appréciation **du pacte germano-soviétique** (23 août 1939) diffère totalement.

Alors que la SFIO considère ce pacte comme une trahison, ainsi que toute la bourgeoisie française (et De Gaulle), le PC estime que les reculades occidentales (*Munich encourageant le Drang nach Osten*³), en sabotant les négociations anglo-franco-soviétiques (été 1939), font échouer l'alliance de revers. En retardant l'attaque allemande, le « *pays du socialisme* » préserve l'avenir.

Jusqu'à la fin de septembre 1939, malgré les coups qui lui sont portés, le PC soutient l'effort de guerre antihitlérien dont son groupe parlementaire vote les crédits le 2 septembre.

Le tournant intervient le 26 septembre, avec l'interdiction du PCF et le procès des députés communistes. Le parti n'a plus d'existence légale, sa presse est interdite, les élus déchus de leurs mandats et arrêtés et ses dirigeants syndicaux exclus de la CGT.

Réuni le 18 septembre 1939, le Bureau confédéral de la CGT condamne le pacte et exclut de ses rangs les militants qui refuseraient de le renier. Le 7 octobre, la CGT s'engage dans une **nouvelle union sacrée** par la signature d'accords de collaboration avec la

Confédération générale du patronat français.

Le PC est très affaibli, désorganisé (dirigeants mobilisés ou dispersés...) et le 8 octobre 1939, quarante et un députés communistes sont arrêtés, parmi lesquels trente-quatre sont inculpés et incarcérés à la prison de la Santé. L'incompréhension du pacte germano-soviétique et les volte-faces de l'IC entraînent de nombreuses démissions.

Le PC n'est cependant pas détruit. Il commence le dur apprentissage de la vie clandestine, ses militants se trempent à ce qui fut sans doute, dans l'histoire du communisme français, la plus difficile épreuve politique. **À l'heure de la débâcle, le PC demeure, en France, la seule force organisée susceptible de « résister ».**

Seuls 36 parlementaires SFIO (sur 175) refusent de voter, le 10 juillet 1940, les pleins pouvoirs à Pétain, approuvés par la majorité des députés élus en 1936, sous l'étiquette Front populaire, et en l'absence des députés du PCF, arrêtés ou en clandestinité.

³ Colonisation vers l'est.

Le Parti communiste dans la Résistance

Le 14 juin 1940, les troupes allemandes entrent dans Paris, tandis que le gouvernement quitte la capitale et gagne Bordeaux.

Pour le PCF, une direction à quatre têtes est en place : Thorez à Moscou, Fried^{xxiv} à Bruxelles, Duclos à Paris et Frachon en zone non occupée. Le noyau parisien, emmené par Duclos et Tréand^{xxv}, adopte clairement une option légaliste tout au long de l'été 1940, notamment autour des négociations pour la réparation de la presse communiste comme le préconisait alors l'internationale depuis Moscou.

Dans différentes régions, entre juin et août 1940, plusieurs cadres du parti clandestin développent une propagande plus explicitement hostile envers l'occupant nazi et tournée vers la nécessité de le combattre :

Georges Guingouin^{xxvi} dans le Limousin, **Auguste Lecœur^{xxvii}** dans le Pas-de-Calais, **Auguste Havez^{xxviii}** à Nantes, **Charles Tillon** à Bordeaux.

Les premiers mots d'ordre sont inadaptés : « *Ni soldats de l'Angleterre avec De Gaulle ! Ni soldats d'Allemagne avec Pétain ! Vive l'Union de la Nation française. Ni dominion britannique ! Ni protectorat allemand ! Vive la France libre, indépendante et heureuse que veulent et que feront les communistes !* » (L'Humanité, août 1940).

Le PCF clandestin dénonce la grande bourgeoisie française qui, en préférant Hitler plutôt que le Front populaire, a provoqué la défaite.

Dès l'été 1940 il organise et soutient la grande grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais (mai/juin 1941) et appelle à la constitution d'un Front National (FN) de lutte qui deviendra un des plus importants mouvements de Résistance.

L'entrée en guerre de l'URSS (22 juin 1941) va lui faciliter les choses pour développer la lutte armée par la création des Francs-Tireurs et Partisans Français (FTP).



Le patriotisme des communistes est affirmé par les derniers messages de ses martyrs : « *Je vais mourir pour que vive la France* » (G. Péri). « *Je démontrerai à mes bourreaux que les communistes savent mourir en patriotes et en révolutionnaires* » (P. Semard).

La lutte armée se double d'une lutte politique au sein de la Résistance. Un rapprochement avec de Gaulle, jusqu'ici dénoncé comme agent de l'impérialisme britannique et dont l'autorité est désormais reconnue par Moscou, devient possible.

Le 11 septembre 1941, L'Humanité appelle à la formation d'un « **gouvernement de libération nationale** », mais de Gaulle refuse d'intégrer les communistes dans le Comité national français et n'autorise pas Thorez, déserteur et réfugié en URSS, à gagner Londres.



Les premiers cadres des FTPF viennent de l'Organisation Spéciale (OS), groupes armés créés par le PC à l'automne 1940, pour protéger ses propagandistes et commencer le ramassage des armes. Le cycle action/répression s'accélère, avec une violence croissante des forces d'occupation et une multiplication des actions armées et des attentats de l'OS.

« **Le 2 août, Pierre Georges (le futur colonel Fabien)** abat un soldat allemand au métro Barbès.

Le 24 août, Vichy crée un tribunal spécial qui prononce deux jours plus tard la condamnation à mort de trois militants communistes qui sont guillotins en septembre 1941. Dès le 22 octobre, quarante-huit otages français sont exécutés à **Châteaubriant**, à Nantes et au fort du Mont-Valérien près de Paris.



Sur les ondes de la BBC, le général de Gaulle dénonce la répression mais désapprouve aussi les initiatives communistes. Dans les mois suivants de nombreuses « chutes » déciment l'appareil clandestin. Ces arrestations contribuent à alourdir le bilan de la « politique des otages » qui cible cadres, élus, dirigeants syndicaux et figures publiques.

Gabriel Péri, Jean-Pierre Timbaud^{xxxix}, Pierre Semard, Lucien Sampaix^{xxx}, Georges Politzer^{xxxi}, Jacques Decour^{xxxii}, Jacques Solomon^{xxxiii} ou encore Arthur Dallidet^{xxxiv}, fusillés dans ce contexte, figureront après-guerre en tête de la liste des martyrs de la Résistance communiste.

Le PC participe, le 27 mai 1943, à la création du Conseil National de la Résistance qui unifie la Résistance intérieure. Pour la première fois dans l'histoire du parti, deux communistes entrent dans un gouvernement, le Comité Français de Libération Nationale que préside le général De Gaulle.

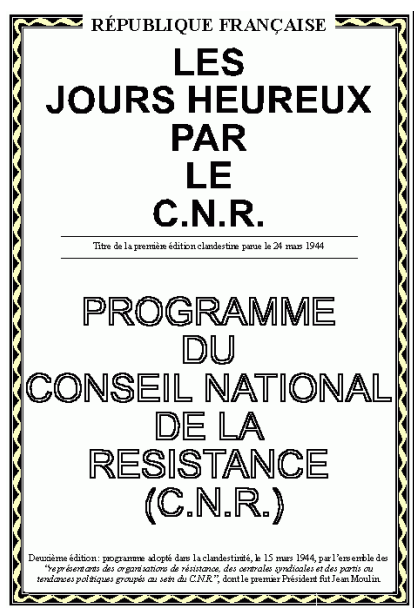


Alors que certains souhaitent accumuler des forces pour servir d'appoint aux troupes alliées lors de leur débarquement, le PC prône la nécessité d'une insurrection nationale, populaire, préparée immédiatement par des luttes multiples et multiformes, manifestations, grèves, sabotages, attentats et lutte armée. Cette conception triomphe dans une large mesure.

Ainsi, alors que les gaullistes veulent temporiser sur le terrain de la lutte armée, les FTP lancent rapidement des insurrections, dans le sud tout particulièrement, sans attendre l'arrivée des troupes alliées ou une amélioration du rapport de force militaire, provoquant la libération de plusieurs villes, mais aussi des répressions sanglantes.

Marseille est ainsi libérée au terme d'une insurrection avec l'appui de la CGT qui a appelé à la grève générale, tandis qu'à Limoges les troupes allemandes capitulent devant les hommes de Guingouin (appelé « le préfet du maquis ») qui contrôlent déjà les campagnes environnantes.

À Paris, les FTP, avec à leur tête **Rol-Tanguy**^{xxxv}, ancien ouvrier de Renault et commissaire de brigade pendant la guerre d'Espagne, jouent un rôle décisif dans la reddition des autorités allemandes.



Pendant ce temps, de nombreux élus socialistes apportent au pétainisme une caution de gauche. Néanmoins, le parti socialiste rallie la Résistance intérieure derrière le gouvernement provisoire du général De Gaulle.

Il sera le principal soutien du gaullisme dans la reconstitution d'un appareil d'État, éliminant des postes de commande le maximum de cadres issus de la Résistance et surtout des cadres communistes.

Les aspirations à un profond renouvellement de la vie politique sont au cœur du programme d'action de la Résistance de mars 1944, dit « **programme du CNR** », qui entend établir après la Libération une « République nouvelle » plaçant au premier plan une « élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment

renouvelée par les apports populaires ».

Après la Libération, l'embellie 1944 - 1947

La lutte des communistes contre de Gaulle n'est pas frontale, d'autant que celui-ci bénéficie d'un prestige important au sein de la population. Face au PCF, dont les effectifs progressent fortement et dont l'influence au sein du CNR se consolide, l'auteur de l'Appel du 18 Juin s'appuie sur une légitimité personnelle charismatique qui fait défaut aux dirigeants communistes.

Le mouvement communiste n'est pas en mesure de proposer un leader populaire face au chef de la France libre. Seul Tillon, chef fondateur des FTP, se démarque. En septembre 1944 il remplace Grenier au ministère de l'Air. Thorez, toujours en URSS et pénalisé par son passé de déserteur, est potentiellement hors-jeu dans le parti même.

Le PCF reste ancré dans la conception étape par étape à laquelle il s'est habitué à l'époque du Front populaire. Dans l'immédiat, l'objectif n'est pas la révolution socialiste et la dictature du prolétariat mais la restauration démocratique la plus large possible après les désastres de la guerre.

De Gaulle jouit en outre d'une légitimité internationale : le gouvernement provisoire est reconnu par les Alliés le 23 octobre 1944. Alors que le PCF envisage les FFI comme le noyau d'une nouvelle armée républicaine formée de « soldats-citoyens » dotés de droits politiques et encadrée par des officiers issus de la Résistance, de Gaulle exige leur dissolution.

La demande de désarmement et d'intégration des FFI à l'armée régulière provoque de forts mécontentements au sein des FTP. Ils protestent contre la résurrection de l'armée traditionnelle, pilier de l'État bourgeois avec sa hiérarchie, son formalisme militaire et ses inégalités de statuts.

Dans son rapport de force avec les communistes de Gaulle s'allie avec les socialistes. Adrien Tixier, ministre socialiste de l'Intérieur, organise la dissolution des Milices patriotiques mises sur pied par les communistes en lien avec le CNR.

Un autre socialiste, Robert Lacoste, enlève le droit aux commissaires de la République de prononcer des réquisitions en attendant que la plupart des entreprises concernées soient rendues à leurs patrons.

Le désarmement progressif des forces de la Résistance et la limitation de leurs prérogatives politiques inquiètent des militants qui entendaient profiter des potentialités révolutionnaires de la période.

Avant son départ d'URSS, le 19 novembre 1944, Thorez a un entretien avec Staline, lequel lui demande d'adopter une stratégie légaliste, estimant que les communistes français ne sont pas en capacité de prendre le pouvoir car la situation a tourné à l'avantage de De Gaulle dont le gouvernement a été reconnu par les Alliés.

L'ensemble de ces facteurs incite le PCF à reconnaître l'autorité de De Gaulle et à s'engager dans la reconstruction du pays en écartant la perspective d'une prise de pouvoir immédiate par les armes.

Tactique d'autant plus raisonnable que la popularité du PCF (plus du quart des électeurs en 1946) tient au rôle héroïque qu'il a joué dans la Résistance ("le parti des fusillés") plus qu'à son programme politique de socialisme pour la France.

PCF et SFIO participent au gouvernement que préside le général De Gaulle. Gouvernement qui nationalise les charbonnages, le gaz, l'électricité, les usines



aéronautiques, les établissements Renault (le collabo), l'aviation civile, des banques de dépôt et des compagnies d'assurance ; il permet l'amorce d'un contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises (création des comités d'entreprise) et crée...la Sécurité sociale.

L'équilibre des forces de gauche est renversé. Le rôle plus important du PC dans la Résistance, le poids immense de l'URSS dans la victoire sur l'Allemagne hitlérienne font du PC le premier parti de France.

En octobre 1945, pour les élections constituantes, il recueille 5 millions de voix soit 26% des suffrages exprimés. Le rapport de force s'inverse aussi au sein de la CGT.

Cela a pour conséquence de réveiller les préventions et les craintes anticommunistes qui sommeillent à la SFIO.



Le 13 novembre 1945, le deuxième gouvernement du général de Gaulle est caractérisé par l'entrée de cinq ministres communistes : **Maurice Thorez, Ambroise Croizat, François Billoux, Marcel Paul et Charles Tillon**. Les ministres communistes vont devenir acteurs de l'invention sociale, provoquant une véritable cassure dans la manière d'envisager une nouvelle politique au service de l'humain.

Bizarrement, au moment où le PC, grand vainqueur des élections législatives de novembre 1946, sollicite pour lui la présidence du gouvernement, M.Thorez, dans une interview au *Times*, ouvre des perspectives entièrement nouvelles : « *Les progrès de la démocratie à travers le monde...permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. De toute façon, le chemin est nécessairement différent pour chaque pays* ». Traduction : on

peut éviter l'affrontement armé, qui présida à la naissance de l'URSS et à la victoire des communistes chinois à l'issue de la guerre civile.

Le passage au socialisme peut se faire pacifiquement si le rapport de forces le permet, comme cela a lieu en Tchécoslovaquie en 1948 (baptisé en occident le "coup de Prague").

Cette thèse « thorézienne » ne fait évidemment pas l'unanimité au sein du mouvement communiste...

Le reflux de 1947 – 1962

« *La politique des États-Unis doit être d'aider les peuples qui résistent aux tentatives de subjugation* » (discours du président américain Truman, le 12 mars 1947).

Traduction : si vous voulez notre argent (le plan Marshall) il faut renier le communisme. Le 19 mars les ministres communistes sont révoqués en Belgique ; le 5 mai 1947 Ramadier (SFIO) révoque les ministres communistes en France et le 13 mai l'Italie fait de même. Cette éviction prend le PCF par surprise, tout en soulageant de nombreux militants mal à l'aise avec les compromis de la participation gouvernementale, d'autant que le déclenchement de la guerre d'Indochine accentue les tensions.

À partir de 1946, le PCA (parti communiste algérien) s'engage dans le combat national et se rapproche des nationalistes algériens. Les députés du PCA votent contre le statut de 1947 qui maintient le principe d'un double collège électoral tandis que le PCF s'abstient, signalant une divergence grandissante entre les deux organisations et une perte progressive de la mainmise des métropolitains sur le communisme algérien.

Pourtant, **François Billoux**, ministre de la Défense nationale refuse de s'associer à un hommage au corps expéditionnaire d'Indochine ; le groupe communiste s'abstient lors du vote de confiance au gouvernement le 18 mars 1947, refusant de voter les crédits militaires pour la poursuite de « la sale guerre d'Indochine ».

La terrible répression de l'insurrection à Madagascar renforce le mois suivant les tensions au sein du conseil : les ministres communistes quittent une réunion en signe de protestation.

L'entrée dans la « **guerre froide** » transforme profondément la situation, à la fois dans le rapport des communistes français aux autres forces politiques, mais aussi en interne. Le PCF, isolé par de continuelles campagnes antisoviétiques et anticommunistes, se renferme comme une citadelle assiégée.

Les communistes de 1950, acharnés à défendre l'URSS et ses alliés ("le camp de la paix"), ne sont pas en état de voir les côtés sombres du "socialisme réel" (procès truqués, terreur policière, bureaucratie stalinienne...).

Pour le PC, dont l'analyse s'inspire du rapport Jdanov, le camp impérialiste mené par les États-Unis est prêt à déclencher une 3^{ème} guerre mondiale pour étouffer la démocratie et le socialisme. Ses tâches deviennent donc de préserver la paix et tenir haut et ferme le drapeau de l'indépendance nationale.

La SFIO, au contraire, estime que la paix et la liberté du monde sont menacées par l'Union soviétique et approuve le Pacte atlantique (sous protection US).

Pendant 10 ans, le PC va subir une lame de fond anticommuniste d'une rare violence avec une direction hésitante, affectée par la diminution de M. Thorez (attaque cérébrale) et l'éliminations successives de militants prestigieux comme Marty, Lecoeur, Tillon, Casanova, etc.

Ces règlements de comptes internes sont à la fois destinés à écarter les opposants à la ligne et aussi parfois le reflet des "purgés" en URSS.

Le siège du parti est perquisitionné, ses journaux sont saisis et certains de ses dirigeants arrêtés (Duclos et le "*complot des pigeons*"), ce qui renforce plutôt la détermination des militants.

La décolonisation va constituer un nouveau champ de bataille entre le PCF et les autres partis de gauche, socialiste et radical, qui sont de fermes défenseurs de l'empire colonial dans les gouvernements auxquels ils participent.

La SFIO laisse pourrir la guerre d'Indochine jusqu'à Dien-Bien-Phu et Guy Mollet, qui s'était fait élire sur le thème de la fin de la guerre en Algérie avec les pleins pouvoirs et le soutien des communistes, finit par céder sous la pression des colons algérois et s'embourbe dans la poursuite de la guerre en envoyant les soldats qui font leur service militaire combattre les insurgés algériens.



Le PCF, au début, est obligé de tenir compte d'un fort courant colonialiste et nationaliste qui traverse la population, y compris la classe ouvrière, mais finit par réclamer le droit des peuples coloniaux à l'Indépendance et dénonce « les sales guerres d'Indochine et d'Algérie ».

Pour être compris de son électorat, le PCF s'en tient à réclamer par des manifestations "**la paix**

en Algérie" et "**la négociation avec les insurgés algériens**" plutôt que l'indépendance.

Il refuse de cautionner la désertion ou l'aide au FLN, prônée par des groupes d'inspiration trotskiste. Cependant, il défend les soldats emprisonnés pour avoir refusé de combattre les colonisés (**Henri Martin** en Indochine, Alban Liechti et les "soldats du refus" en Algérie).

L'intervention soviétique en Hongrie entraîne dans la soirée du 7 novembre 1956 de violentes manifestations à Paris devant les sièges de L'Humanité et du parti.

Alors que la période gaulliste a connu un développement industriel avec le soutien de l'État, **les délocalisations** successives vont transformer le rapport de force.

Les grèves de 1968 seront d'ailleurs un peu le chant du cygne de la classe ouvrière française et leur importance réussit à convaincre la bourgeoisie française qu'il est nécessaire de détruire les grandes concentrations ouvrières. La désindustrialisation a un objectif politique délibéré, tout autant que la recherche en Chine ou ailleurs de profits plus élevés.

Des démons difficiles à exorciser : 1962-1965

La SFIO s'obstine à miser sur une « troisième force » (déjà ni gauche ni droite...) et cherche à créer avec les résidus du radicalisme, de la démocratie chrétienne et de la droite classique un front de refus à De Gaulle, sans programme, ni principe.



Sur ces décombres va naître la **Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (FGDS)** soutenant un nouvel arrivant, au passé louche, **François Mitterrand**.

De son côté le PCF s'engage dans la voie de la « déstalinisation », mais les pesanteurs du passé et une certaine sclérose théorique le handicapent encore.

Lors du congrès de mai 1961 il lance l'idée force d'une collaboration possible et nécessaire avec les autres forces démocratiques pour abattre le pouvoir gaulliste, rénover la démocratie et marcher vers le socialisme sur une voie spécifiquement française, ce qui signifie la répudiation du « modèle soviétique » (de la prise du pouvoir par les prolétaires) et l'affirmation du pluripartisme.

Devant le refus d'alliance de la SFIO il lance le mot d'ordre « *Marchons côte à côte et frappons ensemble !* ». Le PCF annonce dès le début des années 1960 un regroupement des « forces démocratiques » autour d'un « **programme** » afin de répondre aux classes ouvrières mais, plus largement, de « toutes les victimes des monopoles ».

Il insiste comme à l'époque du Front populaire et de la Libération, sur la phase d'union gouvernementale avec les socialistes autour de l'établissement d'une « démocratie véritable » ou « nouvelle », sans s'appesantir sur les contours de la future société socialiste et en n'évoquant plus l'étape de la « *dictature du prolétariat* ».

À partir d'octobre 1963, il prend fait et cause pour l'union de la gauche avec un programme commun de gouvernement et soutient la candidature de Mitterrand aux élections présidentielle de 1965 (au deuxième tour, il dépasse les 10 millions de voix, soit 45,5%).

Le PCF du nouveau : 1965 – 1967

Le PCF affine ses analyses des réalités nationales. Trois ouvrages caractéristiques de la période paraissent en 1965 : *De l'anathème au dialogue* de Garaudy (la main tendue aux catholiques), *Pour Marx* et *Lire le Capital* d'Althusser.

En mars 1966, par la session de son Comité central à Argenteuil, il assume les problèmes de la culture et de la création culturelle et pose en termes nouveaux l'alliance des intellectuels et de la classe ouvrière.

En mai 1966 il approfondit son étude du **capitalisme monopoliste d'État** (CME). C'est un marxisme en mouvement. Grâce au courant unitaire et aux élections législatives de mars 1967, la gauche (PC, PSU, FGDS) augmente son nombre de députés.

L'accent mis sur la stratégie électorale, tout autant que la stratégie d'ouverture aux « nouvelles couches sociales », conduit à une modération dans les luttes ouvrières, avec un retrait de la CGT lors du déclenchement de certains conflits, et à une valorisation des réalisations municipales des communistes.

Les législatives, marquées par des désistements au second tour, permettent au PCF de récupérer rapidement sa baisse de 1958 et de progresser régulièrement : il rassemble 21,9 % des suffrages (quarante et un élus) en 1962 puis 22,5 % (soixante-treize élus) en 1967.

Lors de l'élection présidentielle de 1965, le PCF soutient François Mitterrand, candidat unique de la gauche, malgré l'absence d'accord programmatique.

Dans les communes dirigées par des maires communistes, la vocation proclamée de défendre l'ensemble de la classe ouvrière butte devant l'installation jugée trop importante de populations pauvres et immigrées, sous forme de ghettos. La fraction stabilisée de la classe ouvrière, d'où sont issus les porte-parole du PCF et de la CGT, se distance de plus en plus de ses composantes immigrées, privées de droit de vote et de conditions de résidence décentes.

Il faut dire que les préfetures (décisionnaires le plus souvent) se font un malin plaisir de désigner « des cas sociaux » pour l'attribution de logements HLM dans les villes à municipalité communiste.

Les semaines ardentes de mai-juin 1968

Les mobilisations du printemps 1968 s'inscrivent dans un contexte international de conflictualité sociale touchant de nombreux pays, y compris certains membres du bloc de l'Est (Pologne, Tchécoslovaquie).

Les événements de mai-juin 1968 interviennent dans une période plus longue d'essor des mouvements contestataires, à la fois étudiants et ouvriers, qui remettent en cause la prétention des communistes à être les porte-parole légitimes et révolutionnaires de la « classe ouvrière ».

Selon un processus déjà amorcé pendant la guerre d'Algérie où les militants anticolonialistes les plus radicaux se sont éloignés du PCF, celui-ci voit sa position centrale dans l'espace politique et intellectuel de la gauche révolutionnaire s'effriter.

Le parti est confronté à la montée en puissance d'adversaires qui dénoncent sa posture attentiste : maoïstes, trotskistes, libertaires, militants chrétiens, etc.

Pendant la période hautement conflictuelle du printemps 1968, les dirigeants du PCF tardent à appuyer les mobilisations puis œuvrent pour une normalisation du jeu politique en soutenant une sortie de crise par la voie électorale et par les grèves.

Par certains aspects, le PCF n'apparaît plus, aux yeux de beaucoup, comme un parti d'avant-garde, d'autant qu'il dénonce sans relâche les « gauchistes », qu'il s'agisse de militants communistes dissidents d'abord, puis de militants d'autres organisations.



Depuis la rentrée de 1967 la mobilisation ouvrière est grandissante contre les ordonnances de la sécu (21 août 1967) et la réforme des universités auxquelles se rajoutent la mobilisation contre les modifications prévues à l'ORTF (avril 1968).

Le feu éclate à l'université dont les structures vieillies, l'enseignement souvent obsolète, la répression gouvernementale (manifestations contre la guerre du Vietnam), les idéologies « gauchistes » (résurrection de l'anarchie et du trotskysme, contagion du guévarisme et du maoïsme) soulèvent des vagues de violences.

À l'appel initial de la CGT, la grève générale du 13 mai, qui suit un 1^{er} mai énorme, est un succès : ouvriers, enseignants, étudiants participent pour la première fois ensemble à un immense défilé à Paris.



Les grèves avec occupation d'usines se généralisent partout en France suivant le mot d'ordre confédéral « **d'étendre la grève par en bas** ». L'incendie qui couvait dans les usines s'y propage rapidement.

Pour la première fois en France, 8 à 9 millions de salariés cessent en même temps le travail, paralysent durant plusieurs semaines l'économie et occupent de nombreuses usines.

Les avantages obtenus par ces luttes suivent, par leur importance, ceux de 1936 et de la Libération : **augmentation du salaire minimum de 35 %, relèvement des salaires de 10 %, passage progressif à la semaine de quarante heures, reconnaissance accrue des droits syndicaux dans les entreprises, etc.**

Pouvait-on aller plus loin ?

L'analyse sur laquelle repose toute la stratégie du PC et de la CGT estime que non. Les millions de grévistes (dont une minorité seule occupe les usines) ne constituent pas un bloc homogène. Ils ne sont pas prêts à se battre pour la révolution et encore moins les armes à la main.

Et puis avec quelles armes, avec quel état-major ?

La situation n'était pas révolutionnaire, faute d'une radicalisation des masses ouvrières et le pouvoir, qui a montré la force de ses moyens de répression, n'était pas à prendre.

Bien qu'il s'agisse du plus grand mouvement social jamais connu en France, les conditions politiques n'étaient pas réunies pour l'enclenchement d'un processus révolutionnaire.

Pourtant, bousculé, le pouvoir vacille et se trouve réduit à la défensive (il signe les accords de Grenelle que la CGT ne signe pas) mais il dispose toujours de l'armée et des forces de police.

La peur du chaos et de la guerre civile renforce le camp de la droite.

Aux élections législatives de 1968 la gauche recule en voix et en pourcentage.

De plus, c'est le moment que choisit l'URSS pour envahir la Tchécoslovaquie. En août, l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie, alliance militaire regroupant les pays d'Europe de l'Est et l'URSS, met fin à la politique de réforme **d'Alexander Dubček** leader du Parti communiste tchécoslovaque qui avait engagé son pays sur la voie d'un « *socialisme à visage humain* ».

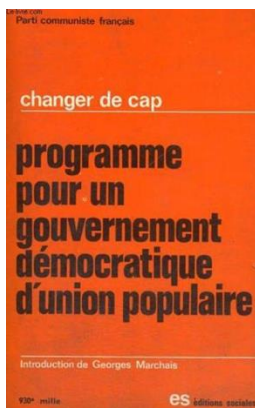
À la différence de 1956 (Hongrie), la direction du PCF condamne cette fois-ci l'intervention militaire soviétique au nom du respect de la souveraineté nationale.

Toutes les années 1970 sont marquées par l'acuité de l'enjeu de la distanciation du PCF à l'égard du modèle soviétique alors que la perspective de son accession au pouvoir avec l'Union de la gauche devient de plus en plus crédible.

Georges Marchais est intronisé secrétaire général...

Malgré les luttes qui le débordent sur sa gauche, les effectifs du PCF se renforcent en 1968 atteignant 300 000 adhérents, puis progressent à partir de 1972 pour en compter plus de 500 000 en 1978.

Les tribulations de l'Union de la Gauche



Le PCF se penche sur les notions complémentaires de passage démocratique au socialisme et de socialisme démocratique.

En juin 1971 il détecte le premier la crise globale, structurelle, affectant tous les aspects de la vie sociale (dont l'État et l'idéologie) et menaçant la pérennité du système capitaliste.

Avec « *Changer de cap* », il multiplie les avances et les pressions pour que les socialistes acceptent une union sur la base d'un « programme commun ».

La SFIO est aux oubliettes (**Defferre** recueille 5% des suffrages aux élections présidentielles alors que **Duclos** pour le PC obtient plus de 21%).

Le ménage se fait dans la maison socialiste avec la création autour de Mitterrand du « Parti Socialiste » qui accepte l'Union de la Gauche. Mais, comme on le verra plus tard, avec la volonté, avouée par Mitterrand lors d'une interview, « de l'utiliser pour réduire l'influence du PCF ».



Le 27 juin 1972 le PCF et le PS signent un **Programme commun de gouvernement**. Sans être socialiste, ce programme positif de gouvernement entend ouvrir les perspectives d'une démocratie rénovée pour « *vivre mieux, changer la vie* ».

Avec l'Union de la Gauche, la stratégie électorale est mise au premier plan et les alliés socialistes sont ménagés. L'alliance avec le PS n'a rien d'évident pour de nombreux militants mais elle engendre d'indéniables succès électoraux.

Cette dynamique unitaire entraîne des progrès substantiels lors des élections suivantes.

Bien sûr, le PS apparaît comme le principal bénéficiaire de cette Union. La séduction du réformisme demeure dans son ADN, malgré des restes de verbiage révolutionnaires (CERES) et autogestionnaires (CFDT).

Les directions fédérales du PCF doivent constamment arbitrer entre ce qu'elles nomment le « sectarisme » des militants de la section locale et « l'opportunisme » des élus.

Les tensions entre élus et responsables locaux du PCF se multiplient. Elles se résolvent de plus en plus souvent au profit des élus dont le poids se renforce par le contexte d'Union de la Gauche. Des cercles de JC sont dissous dans certaines communes communistes, les jeunes militants étant appelés à investir prioritairement les organisations liées à la municipalité.

Des sections locales perdent la main dans les processus de désignation des candidats face aux maires sortants, qui cooptent directement les nouveaux conseillers municipaux, voire leurs successeurs à la tête de la municipalité. Ces logiques renforcent la bureaucratisation du PCF dans les départements.

La composante dite « ouvrière » des directions locales et des équipes municipales se recrute de plus en plus chez les militants professionnels. Très tôt permanents, ils ont des ressources militantes provenant essentiellement du parti et de la formation qu'il leur a assurée, mais n'ont pas acquis leur légitimité lors de luttes ouvrières ou par un long activisme syndical.

Le PCF et le XXII^{ème} congrès : le ver est dans le fruit !

Le XXII^{ème} congrès (février 1976) semble bien constituer un évènement décisif, un « *tournant capital dans l'histoire du Parti Communiste et du mouvement ouvrier français* » (Althusser) malgré le fait que ce tournant semble avoir été négocié bien avant 1976.

Fait capital, le XXII^{ème} congrès détermine nettement, comme seule stratégie possible de passage au socialisme dans le contexte international (coexistence pacifique) et national (la texture démocratique de la France), la voie démocratique (donc ...par des élections).



Enrico Berlinguer (PCI), Santiago Carrillo (PCE), Georges Marchais (PCF)

Une voie nullement balisée : une fraction majoritaire (la plus large possible) de la population montant graduellement (avec des billets retour en poche) vers « *une société toujours plus démocratique, décentralisée, autogestionnaire, une société faite pour les travailleurs et par les travailleurs eux même.* » (L'Humanité du 8 novembre 1977), qui déboucherait sur un « **socialisme aux couleurs de la France** », un socialisme pluraliste, respectueux de toutes les diversités, politiques, idéologiques et religieuses.

Que peut-on penser du terme employé et très à la mode d'**eurocommunisme** ?

Il frappera par son caractère ambigu, approximatif, donc peu scientifique. Certes, plusieurs partis communistes (et pas seulement en Europe méridionale) suivent les mêmes grandes orientations avec notamment l'indépendance de jugement et d'action à l'égard des pays socialistes, critiqués notamment pour leurs atteintes aux libertés.

C'est le choix d'un chemin pacifique et démocratique vers le socialisme, reposant à la fois sur de larges alliances et, the last but not the least, la soumission au suffrage universel et la franche acceptation du pluralisme et de l'alternance.

En fait l'acceptation des fourches caudines des élections biaisées mises en place par la bourgeoisie.

Ces réponses convergentes à des problèmes communs s'avèrent très diversifiées en raison des particularités nationales et elles n'impliquent ni modèle, ni lien organique, ni unité doctrinale, ni stratégie politique concertée.

Cette nouvelle stratégie révolutionnaire soulève des questions théoriques fondamentales dont l'importance est d'abord mal perçue par le PCF.

D'où sans doute, **son abandon abrupt, sans réflexion préalable suffisante, du concept de dictature du prolétariat.**

Au même moment, la direction se lance dans une campagne de diversion sur « *la perversion et l'immoralité* » afin de contenir les troubles susceptibles d'être provoqués par ce renoncement unilatéral, sans discussion, à un des principes fondateurs de la doctrine communiste.

La façon dont l'abandon de la dictature du prolétariat est décrété par le secrétaire général et la brusque mise à l'agenda de la question de la morale soulignent toutes les limites du fonctionnement démocratique du PCF, dont les orientations restent impulsées par le haut.

Les tribulations finales de l'Union de la Gauche et du PCF

Une grande nouveauté et une situation complexe : le courant révolutionnaire luttant, ou devant lutter, à la fois aux côtés du courant réformiste et ...contre lui.

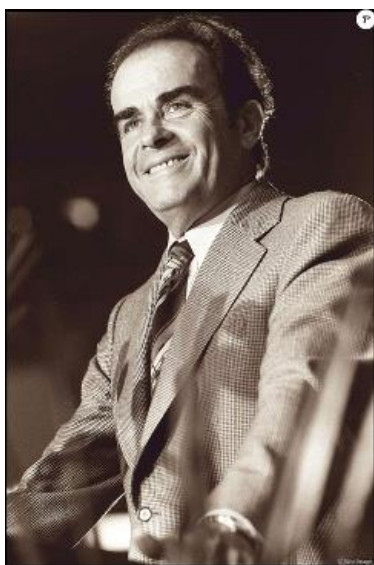
Le PCF a-t-il bien fait de se rallier aux candidatures de Mitterrand en 1965 et 1974 (il soutient Mitterrand dès le premier tour), la question commence à se poser, contribuant à forger ainsi le personnage de « fédérateur », de « chef de la gauche » ?

L'encre de la signature du Programme commun à peine séchée, Mitterrand définit clairement et publiquement (devant l'Internationale socialiste à Vienne) les objectifs du PS : **grignoter et laminer le PCF, le réduire à une force d'appoint.**

De plus, au 2^{ème} tour de la Présidentielle, il adopte une allure et un style très « réformiste ».

Pourtant la question est simple : quelle classe est appelée à exercer son hégémonie ?

À partir du moment où le PCF abjure les méthodes violentes et coercitives pour édifier la société socialiste en France, la classe ouvrière se doit d'assumer la direction intellectuelle et morale de tous ses alliés potentiels dont il lui faut gagner et organiser le consentement actif.



Ceci implique qu'il soit apte à conquérir (sans l'imposer) un rôle « d'avant-garde » et à mettre en place les formes concrètes de participation consciente des travailleurs à l'usine et dans la cité.

Ce qu'il n'a pas su faire !

Le PCF ne ménage pas sa peine pour apparaître présentable. Il dénonce le « stalinisme » et ses méfaits, il prend officiellement ses distances avec l'Union soviétique à son douzième congrès en 1976, où il abandonne la référence, toute théorique il est vrai, à la dictature du prolétariat, et il se rallie à la force de frappe nucléaire.

L'homme qui incarne cette politique est Georges Marchais. Certains militants du PCF se souviennent de Marchais avec

nostalgie, comme d'un authentique dirigeant communiste ; ils apprécient sa manière de « rentrer dans le lard de la droite ». Mais Marchais a été avant tout l'homme qui assume la transformation du PCF, d'un parti d'opposition bien malgré lui en parti social-démocrate de gouvernement presque comme les autres.

Cependant il n'y a pas de place pour deux partis sociaux-démocrates.

En décembre 1979 Georges Marchais soutient à la télévision, depuis Moscou, l'intervention soviétique en Afghanistan.

Après les dénonciations opportunistes du stalinisme est-ce le retour dans le giron soviétique ? Ce qui singularise la période suivant la rupture du Programme commun est l'explosion des divergences et la dénonciation du mode de fonctionnement du parti.

À l'élection de 1981, le PCF obtient son plus petit score depuis la guerre, 15 %, dix points derrière Mitterrand ; Il perd un million et demi de voix. C'est une catastrophe dont Mitterrand tire parti. Nul ne peut accuser Mitterrand d'être l'otage d'un PCF hostile et affaibli. Aussi récupère-t-il au second tour les voix de déçus de Giscard en plus des voix communistes, ce que Mitterrand confirme : *« Pour me permettre d'arriver au pouvoir dit-il au dirigeant du PCF **Marcel Rigout**, il fallait que votre parti soit diminué par rapport au mien, sinon les gens auraient eu peur. Mais je me suis trompé, je vous voyais à 18 %, je n'avais pas imaginé que Marchais vous ferait tomber si bas. Vous m'avez trop aidé »* (cité dans Favier et Martin-Rolland, La décennie Mitterrand).

C'est avec amertume que certains militants du PCF font campagne au second tour pour Mitterrand, qui gagne contre Giscard d'un million de voix. L'accession de la « gauche » au pouvoir n'est pas pleinement vécue comme une victoire par les dirigeants du PCF car l'essor électoral du PS s'est réalisé à leurs dépens et, du fait de leur faible score aux législatives de juin (16,1 %), ils ne peuvent négocier qu'une position marginale dans le gouvernement dirigé par Pierre Mauroy.



Jack Ralite, Charles Fiterman, Anicet Le Pors, Marcel Rigout

Les communistes y sont en minorité (quatre sur quarante-deux membres du gouvernement) et doivent affronter Mitterrand et ses services, qui cherchent à amoindrir la portée sociale de leurs projets.

Les ministres communistes ne peuvent pas s'appuyer sur un puissant mouvement social qui paraît paralysé par les accords passés au sommet entre partis de gauche et par la volonté des appareils syndicaux de ne pas gêner le nouveau gouvernement.

Sur le terrain, les mobilisations sont contenues. Le soutien apporté par les militants cégétistes et communistes de Renault-Billancourt aux OS, essentiellement des travailleurs immigrés, qui se mettent en grève en octobre 1981 pour protester

contre l'augmentation de leur charge de travail, n'est pas bien perçu du côté du PC et de la CGT.

Les ministres communistes sont confrontés dès l'automne 1982 à l'introduction de mesures d'austérité économique. Ils se proposent de quitter le gouvernement en mars 1983, lorsque cette orientation se confirme mais la direction du PCF décide de leur maintien. La situation est ambiguë : les communistes disent refuser l'austérité et enjoignent désormais à la CGT d'être plus combative, tout en votant le plan de rigueur par solidarité gouvernementale.

Une parenthèse se referme brutalement !

Des comités locaux de communistes en désaccord se mettent en place un peu partout en France, provenant surtout, mais pas seulement, des milieux intellectuels. Les participants en sont rapidement marginalisés, exclus pour « activité fractionnelle » ou privés de nouvelle carte en 1982.

Dans les cellules communistes, le malaise ne prend généralement pas la forme d'une contestation publique et organisée, mais se traduit par un éloignement progressif de la vie militante qui provoque le déclin de l'activité de la cellule.

Les responsables locaux du PCF sont directement fragilisés par le déclin de l'influence du parti dans leurs territoires. Construits dans une phase ascendante au cours des années 1960-1970, avec l'accession à des positions de pouvoir dans les mairies et les conseils généraux grâce à l'alliance avec le PS, les appareils fédéraux sont directement menacés par la décrue électorale et le retour à un affrontement dur avec les socialistes.

Les tensions sont vives au sein même de la direction nationale. Au Bureau politique, Marchais doit faire pression pour que Claude Poperen modifie son rapport car les leçons qu'il tire, avec d'autres, des résultats du scrutin européen (Marchais battu par Mitterrand) dépassent la question conjoncturelle de la participation au gouvernement et mettent l'accent sur un déclin structurel du PCF, engageant une « responsabilité collective ».

Le résultat désastreux du scrutin législatif de mars 1986 (10 % des suffrages) et le rapport du Bureau politique qui suit relancent la contestation : des pétitions sont publiées dans la presse non communiste et des motions demandant la tenue d'un congrès extraordinaire sont votées.

Après le départ et l'exclusion des « rénovateurs », la protestation interne s'amenuise. L'engagement dans la transformation du parti de l'intérieur autour des « reconstructeurs » (Claude Poperen, Félix Damette, Marcel Rigout) ne s'appuie plus sur une base militante en pleine déliquescence mais sur des intellectuels et surtout des élus qui s'opposent à une stratégie politique qu'ils estiment menaçante pour leurs positions. La tentative de coup d'État en août 1991 en Russie par des partisans d'une ligne dure au sein du PCUS et son traitement par la direction du PCF, qui insiste sur les « conditions de l'éviction de Mikhaïl Gorbatchev » sans opérer de dénonciation claire, renforcent les synergies autour des « refondateurs » qui condamnent plus catégoriquement le putsch.

Marchais est contraint de convoquer une session anticipée du Comité central, dont treize membres votent contre le rapport du Bureau politique fortement critiqué. Avec ce pluralisme des positions qui s'introduit à la tête du PCF, le modèle du centralisme démocratique tel qu'il s'était constitué avec la bolchevisation est remis en cause au moment même où le PCF perd son référent soviétique du fait du démantèlement de l'URSS.

Les opposants restent cependant divisés : certains continuent de quitter le parti en ordre dispersé, tandis que d'autres veulent éviter une scission et font le choix de lutter à l'intérieur. Derrière le retour d'un discours centré sur la classe ouvrière consécutif à la rupture de l'Union de la Gauche se cache, en réalité, un recentrage sur le pouvoir des permanents appointés par le Comité central.

Ces difficultés se renforcent et éclatent au grand jour dans les années 1980-1990. Au-delà des effets de la conjoncture politique et des orientations prises par le PCF, celui-ci est confronté de façon plus structurelle, aux profondes transformations socio-culturelles des mondes populaires qui entraînent une crise de reproduction sociale et politique du groupe ouvrier et de croissance du chômage.

Les difficultés du PCF renvoient à une crise plus générale du mouvement ouvrier liée aux recompositions et à la diversification des classes populaires. L'ampleur de ces mutations est comparable à celle de l'essor de la grande industrie dans l'entre-deux-guerres, qui avait permis l'émergence du mouvement communiste.

C'est à la lumière de ce bouleversement dans le monde du travail que se comprend le déclin prononcé des cellules d'entreprise au cours des années 1980 - 1990. La réduction continue de l'assise militante du PCF s'accompagne d'un retrait de l'organisation sur ses bases locales au détriment des entreprises.

Ces remaniements autour de frontières administratives visent à consolider la position des candidats et des élus communistes. Ils favorisent un retour à une organisation en sections communales ou cantonales, selon un modèle qui avait été rejeté dans les années 1920 par refus de l'électoratisme de la SFIO.

Dans l'ensemble, la direction doit composer avec les élus d'autant que l'appareil devient dépendant des ressources financières apportées par ses élus.

Au reversement des indemnités s'ajoute, à partir de 1988, une législation qui conditionne le montant des aides publiques accordées aux partis aux résultats obtenus lors des élections législatives. Conserver une assise électorale devenant primordial pour la pérennité du PCF, les militants critiques ne sont pas poussés hors du parti lorsqu'ils maintiennent ou gagnent un mandat électif.

Représenter la société dans sa diversité ou la fin du discours de classe



L'accession au secrétariat général du PCF de Robert Hue, quarante-huit ans, membre du parti depuis 1963, provoque un renouvellement générationnel et surtout l'impossibilité de discerner les principes structurants du « projet communiste ».

Peu à peu, dans les documents des congrès, les ouvriers sont associés à des figures du passé et perdent leur centralité politique. Les motivations électorales sont au cœur de cette stratégie d'ouverture (vers les non adhérents) du PCF dans la seconde partie des années 1990, rencontrant les attentes et les intérêts de nombreux élus qui avaient pris leurs distances par rapport à l'appareil.

En 1998, les cadres départementaux du PCF reçoivent la consigne d'entrer dans leurs conseils régionaux grâce à une alliance avec le PS. Près de la moitié des chefs de file communistes des listes régionales sont ainsi à la tête de leur fédération. Cet investissement des dirigeants départementaux dans une carrière électorale vise à compenser la diminution des ressources financières du parti, liée en particulier à la baisse des cotisations militantes.

Acteur d'une nouvelle majorité de gauche, le PCF participe de 1997 à 2002 au gouvernement dans le cadre d'une alliance avec les socialistes et les écologistes. Perçu initialement comme une possibilité de renforcer le parti, la participation au gouvernement accroît en réalité l'isolement des communistes et les désillusions militantes.

Le gouvernement de « gauche plurielle » lance un programme important de privatisations (France -Télécom, Air France, Thompson Multimédia, assurances, etc.) et poursuit sur plusieurs points la politique néolibérale de ses prédécesseurs, échouant à s'opposer aux fermetures d'usines.



1970



1990



2018

La perte des outils, symboles de la lutte de classe.

C'est la fin du Parti Communiste Français en tant que parti marxiste et révolutionnaire ; c'est aussi la naissance de l'ANC enfantée par les Rouges-Vifs et de ce que l'historien Francis Arzalier (membre de l'Association Nationale des Communistes de France) a appelé « Les marges rouges » ...

Épilogue

Les significations attribuées au mot « communiste » demeurent plus que jamais diverses. Il renvoie à une histoire tragique pour les peuples et les communistes eux-mêmes. Il est même associé, avec le cas de la Chine, à un acteur central de la mondialisation capitaliste.

Mais il reste aussi, pour beaucoup de celles et ceux qui le revendiquent, lié à l'idée d'une alternative au capitalisme, qui vise à l'égalité sociale et à l'établissement d'un pouvoir politique effectivement exercé par le plus grand nombre et non monopolisé par les élites sociales. Les communistes le disent sans détour : nous avons l'intention de changer la réalité. Et cela est impossible sans la formation d'une image du futur. Alors, au travail !

Les organisations communistes fonctionnent dans des conditions historiques spécifiques, « ici et maintenant ». Leur travail est inextricablement lié aux problèmes de société. Il cherche à alléger les problèmes des travailleurs salariés et mène une lutte contre l'arbitraire des exploiters capitalistes et de leur appareil d'État.

Mais, contrairement aux forces réformistes, les communistes ne limitent pas leurs horizons à cela. Ils voient leur but ultime dans l'émancipation complète des travailleurs. Par conséquent, le système bourgeois devra être envoyé à la poubelle de l'histoire.

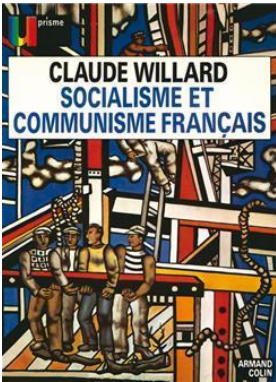
Car avec un bon rapport de force, l'utopie est à portée de la main (Canaille le Rouge).

*

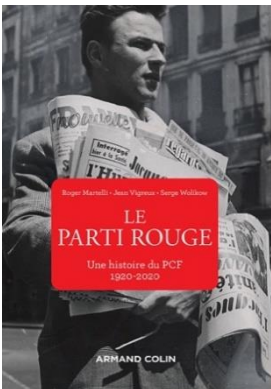
Ce texte est bien évidemment subjectif, c'est ma manière de voir à partir de mon expérience personnelle. Il est destiné à sans doute combler certaines méconnaissances, mais surtout à entrainer des discussions sur la constitution future d'une organisation communiste réellement révolutionnaire...

Jean Pénichon (ANC).

Bibliographie



Claude Willard « *Socialisme et communisme français* ».



Roger Martelli, Jean Vigreux, Serge Wolikow. « *Le Parti rouge.* »



Julian Mischi « *Le parti des Communistes* »

Glossaire des noms propres

-
- ⁱ **Paul Brousse** donna une base théorique au **socialisme** réformiste.
- ⁱⁱ **Maurice Dommanget**, né le à Paris 9 et mort le à Senlis, est un enseignant, syndicaliste révolutionnaire, historien de la Révolution française et spécialiste du mouvement ouvrier.
- ⁱⁱⁱ **Paul Lafargue**, né le 15 janvier 1842 à Santiago de Cuba et mort le 25 novembre 1911 à Draveil (France), est un journaliste, économiste, essayiste, écrivain et homme politique socialiste français. Gendre de Karl Marx, il est surtout connu pour son essai **Le Droit à la paresse**.
- ^{iv} **Marcel Sembat**, né le 19 octobre 1862 à Bonnières-sur-Seine et mort le 5 septembre 1922 à Chamonix, est un homme politique socialiste et ministre français.
- ^v **Léon Jouhaux** secrétaire général de la Confédération générale du travail de 1909 à 1947, puis fondateur et président de la Confédération générale du travail - Force ouvrière de décembre 1947, jusqu'à sa mort.
- ^{vi} Paul Couturier, connu sous le pseudonyme de **Paul Vaillant-Couturier**, né le 8 janvier 1892 à Paris et mort le 10 octobre 1937 dans la même ville, est un écrivain, journaliste et homme politique français. Il a participé à la fondation du Parti communiste français.
- ^{vii} **Alfred Rosmer** qui s'illustra à *La Vie ouvrière* (VO), un des fondateurs de la Troisième Internationale, membre du bureau politique du parti communiste-SFIC (futur PCF) entre 1922 et 1924, proche de Trotski à partir de son exclusion en 1924, historien du mouvement ouvrier.
- ^{viii} **Lucien Midol**, né le 24 septembre 1883 à Château-Chalon (Jura) et mort le 26 décembre 1979 à Vouzeron (Cher), est un dirigeant syndical et homme politique français. Membre du Parti communiste français, il a été député de la Seine-et-Oise et maire d'Athis-Mons.
- ^{ix} **Benoît Frachon**, né le 13 mai 1893 au Chambon-Feugerolles et mort le 4 août 1975 aux Bordes, est un syndicaliste et homme politique français. Il est secrétaire de la CGTU en 1933, membre du secrétariat de la Confédération générale du travail en 1936, secrétaire général de la CGT de 1945 à 1967, président de celle-ci jusqu'en 1975. Membre du bureau politique du Parti communiste français, il en fut l'un des principaux dirigeants dans la Résistance.
- ^x **Gaston René Léon Monmousseau** est un syndicaliste puis homme politique français, né le 17 janvier 1883 à Luynes et mort le 11 juillet 1960 à Paris. Membre du Parti communiste français, il a été député de la Seine.
- ^{xi} **Pierre Monatte**, né le 15 janvier 1881 à Monlet et mort le 27 juin 1960 à Paris est un correcteur d'imprimerie et militant politique français, anarchiste puis syndicaliste révolutionnaire, figure majeure du syndicalisme en France.

-
- ^{xii} **Jacques Duclos**, né le 2 octobre 1896 à Louey et mort le 25 avril 1975 à Montreuil, est un homme politique français, dirigeant du Parti communiste français. Il est à plusieurs reprises député entre 1926 et 1958 et sénateur de 1959 à sa mort.
- ^{xiii} **Pierre Semard**, (1887-1942) né à Bragny/Saône fusillé par les Allemands à la prison d'Évreux, secrétaire général de la Fédération des cheminots et dirigeant du Parti communiste français, dont il fut secrétaire général de 1924 à 1929.
- ^{xiv} **Maurice Thorez**, né le 28 avril 1900 à Noyelles-Godault et mort le 11 juillet 1964 en mer Noire, est un homme politique français. Ouvrier de profession, il est membre du Parti communiste français, dont il est secrétaire général de 1930 à 1964.
- ^{xv} **Boris Souvarine**, pseudonyme de **Boris Lifschitz**, né en 1895 à Kiev et mort le 1^{er} novembre 1984 à Paris, est un militant politique, journaliste, historien et essayiste, russe et français. Exclu du PCF en 1924, il est dès les années 1920 un des grands critiques du stalinisme, auteur en 1935 d'une biographie pionnière de Staline.
- ^{xvi} **Abdelkader Hadj Ali**, né le 23 décembre 1883 au douar Sidi Saada près de Relizane dans l'ouest algérien et mort en 1957 en région parisienne, est un militant communiste franco-algérien.
- ^{xvii} **André Marty**, né le 6 novembre 1886 à Perpignan, et mort le 23 novembre 1956 à Toulouse, est un homme politique français, dirigeant du Parti communiste français, dont il est exclu en 1952. Il est député de 1924 à 1955, avec quelques interruptions, et secrétaire de l'Internationale communiste de 1935 à 1943
- ^{xviii} **Charles Tillon** homme politique français, député, ministre, membre du comité central et du bureau politique du Parti communiste français. Il prit part à la Résistance en tant que fondateur et commandant en chef des FTPF.
- ^{xix} **Martha Desrumaux** est une militante française de la Confédération générale du travail, communiste résistante dans le Nord, déportée au camp de concentration de Ravensbrück puis élue maire adjointe de Lille en 1945, députée.
- ^{xx} **Jean Zay**, né le 6 août 1904 à Orléans et mort assassiné par la Milice le 20 juin 1944 à Molles, est un avocat et homme politique français. Il est sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil, ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts, député du Loiret et conseiller général.
- ^{xxi} **Édouard Daladier**, né le 18 juin 1884 à Carpentras et mort le 10 octobre 1970 à Paris, est un homme d'État français, figure du Parti radical et de la III^e République pendant l'entre-deux-guerres.
- ^{xxii} **Gérard Noiriel**, né le 11 juillet 1950 à Nancy, est un historien français. Il est l'un des pionniers de l'histoire de l'immigration en France. Il s'est également intéressé à l'histoire de la classe ouvrière, et aux questions interdisciplinaires et épistémologiques en histoire.
- ^{xxiii} **Léon Blum**, né le 9 avril 1872 à Paris et mort le 30 mars 1950 à Jouy-en-Josas, est un homme d'État français. Figure du socialisme, il refuse en 1920 de voter l'adhésion à la Troisième Internationale communiste.

^{xxiv} **Eugen Fried**, né le 13 mars 1900 à Trnava (Autriche-Hongrie), mort à Bruxelles le 17 août 1943, fut le représentant de la III^e Internationale auprès du Parti communiste français.

^{xxv} **Maurice Tréand**, né le 21 septembre 1900 dans une famille franc-comtoise à La Chaux-de-Fonds en Suisse et mort le 26 janvier 1949 à Antony, est un militant communiste français, spécialement remarqué dans les années 1930 et qui connut une déchéance fonctionnelle au sein du PCF durant la Seconde Guerre mondiale.

^{xxvi} **Georges Guingouin**, né en 1913 à Magnac-Laval en Haute-Vienne et mort le 27 octobre 2005 à Troyes, est un résistant et militant communiste. Militant jusqu'en 1952 du PCF, il joue un rôle de premier plan dans la Résistance, en dirigeant le maquis de la montagne limousine sous le nom de « Raoul ».

^{xxvii} **Auguste Lecœur**, né le 4 septembre 1911 à Lille, décédé le 26 juillet 1992 à Chalon-sur-Saône, est un dirigeant du Parti communiste français, dans la clandestinité de 1942 à 1944, et dans l'après-guerre ensuite. Il a également été sous-secrétaire d'État à la production charbonnière, maire de Lens et député du Pas-de-Calais.

^{xxviii} **Auguste Havez**, né en 1897 à Carvin et mort en 1959 à Perpignan est un militant communiste français, dirigeant du PCF, syndicaliste et résistant.

^{xxix} **Jean-Pierre Timbaud**, né le à Bossavy de Payzac, mort le à Châteaubriant fusillé le 22 octobre 1941, est un fondateur et un syndicaliste français appartenant à la Confédération générale du travail.

^{xxx} **Lucien Sampaix** est un journaliste communiste français, né à Sedan le 13 mai 1899 et otage fusillé par les nazis durant l'Occupation, à Caen, le 15 décembre 1941.

^{xxxi} **Georges Politzer**, né en 1903 à Nagyvárad – aujourd'hui Oradea, en Roumanie – et mort pour la France, fusillé le 23 mai 1942 au Mont-Valérien, est un philosophe, résistant et théoricien marxiste français d'origine juive hongroise.

^{xxxii} **Jacques Decour**, nom de plume de Daniel Decourdemanche, est un écrivain et résistant français, né le 21 février 1910 à Paris, mort pour la France fusillé par les nazis le 30 mai 1942 au fort du Mont-Valérien.

^{xxxiii} **Jacques Solomon**, né le 4 février 1908 à Paris 18^e et mort pour la France le 23 mai 1942 au Mont Valérien, est un physicien, théoricien marxiste et résistant français.

^{xxxiv} **Arthur Dallidet**, né à Nantes en 1906, était un militant communiste et résistant, fusillé par les Allemands au fort du Mont-Valérien le 30 mai 1942. Il a été responsable de l'organisation du Parti communiste clandestin pendant une partie de l'Occupation.

^{xxxv} Henri Tanguy, officiellement **Rol-Tanguy** depuis 1970, dit « Colonel Rol-Tanguy », né le 12 juin 1908 à Morlaix et mort le 8 septembre 2002 à Paris, est un militant communiste français, membre dirigeant de la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale. Il est principalement connu pour avoir mené la libération de Paris de l'intérieur avant l'arrivée de la 2^e division blindée du général Leclerc.

Les brochures déjà publiées par l'ANC :

- 1/ « Histoire d'une déchéance »
- 2/ « Histoire française du suffrage universel »
- 3/ « Les Communistes et les religions »
- 4/ « PCF fin d'une histoire ou fin d'une dérive »
- 5/ « Migrations pour une approche communiste »
- 6/ « Europe sociale mythe ou possibilité ? »
- 7/ « Non au franc CFA »
- 8/ « Ecologie : pour une approche progressiste »
- 9/ « Les luttes sociales en France »
- 10/ « Tout numérique où va-t-on ? »
- 11/ « Logement quelques repères »
- 12/ « Plus aucun soldat français en Afrique »
- 13/ « Petite histoire du syndicalisme vue de France »
- 14/ « Le Manifeste de l'ANC »
- 15/ « Brochure d'accueil des membres de l'ANC »
- 16/ « L'impérialisme, l'analyser pour mieux le combattre »

On peut commander les brochures déjà parues au prix de **5€** l'unité (port compris) en écrivant à l'ANC ou au Cercle Manouchian

L'ANC ça m'intéresse !

A retourner à ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris

Je désire **recevoir des informations** de l'ANC et du Cercle Manouchian

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

COURRIEL :

Je m'abonne aux 4 brochures annuelles de l'ANC, 10€ par an
(gratuit pour les adhérent-e-s)

J'adhère à l'ANC :

- **Par PAC (prélèvement automatique mensuel)**. J'envoie mon RIB et **je signe le présent document autorisant l'ANC à prélever ma cotisation.**

Montant..... Montant conseillé **1% du revenu** net ou à défaut à partir de **12€ par mois** pour un ou une salariée à plein temps, **6€ par mois** pour un ou une salariée à mi-temps. **40€ par an** pour un ou une personne sans emploi.

- **Par virement à ANC** : IBAN **FR76 1027 8041 01000 2056 6801 84** et je précise sur l'objet à quelle périodicité correspond le versement
- **Par chèque** que j'envoie à ANC.

Signature